

LA SPAM#9

LE NUMÉRO DE RENTRÉE 2022

LA SAISON DES EXPÉRIMENTATIONS
& INNOVATIONS SOLIDAIRES #2



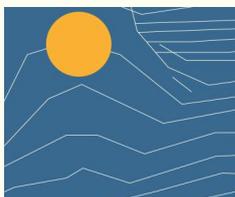
www.campusdessoridaires.eu

BONNE ANNÉE 2022 !

*Le Campus des Solidarités vous souhaite une belle et heureuse année 2022 !
Nous l'espérons pour vous, porteuse d'innombrables inventions et explorations
que nous aurons plaisir à découvrir et diffuser,
Et face aux grands enjeux de solidarité qui nous engagent
nous osons, pour y arriver, la rêver aussi festive et conviviale !
L'équipe du Campus des solidarités*

AU SOMMAIRE DE LA SPAM#9

La Saison #2 est lancée : découvrez ses contenus en ligne !



**#participation #émancipation #innovation #expérimentations
#vidéos #podcasts #articles #revue de presse**

- Tour d'horizon de la 1ère thématique, [page 3](#)
- Compilation des articles parus dans le cadre de cette 1ère thématique, [page 6](#)

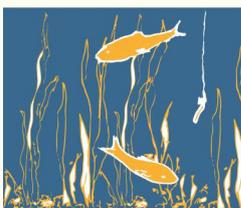
Save the date : 17 fév. 2022, un temps fort à Saint Briec



**#pouvoir d'agir #protection de l'enfance, #parents #Côtes d'Armor
#table ronde #conférence #retransmission en direct**

Un événement autour de la protection de l'enfance se tiendra à Askoria Saint Briec en février prochain. Il réunira des acteurs de la recherche, des partenaires locaux (collectivités, associations), et des usagers (parents d'enfants placés). Découvrez la présentation détaillée de la conférence et de la table ronde, et les modalités de participation : [page 4](#)

Les actus à venir au Campus des Solidarités



**#vulnérabilités #libertés #expérimentations
#contributions #articles #podcasts #vidéos #revue de presse**

- « Vulnérabilités et Libertés », la 2ème thématique en préparation, [page 5](#)
- Appel à contribution ouvert à tous.tes, [page 5](#)
- Save the date / SEIS #7, [page 5](#)

PRATIQUES PARTICIPATIVES & ÉMANCIPATION

LA 1ÈRE THÉMATIQUE DE LA SAISON #2 EST EN LIGNE

TOUR D'HORIZON DE LA PROG' EN 3 QUESTIONS

De quoi ça parle? « Comment **permettre à chacun.e d'éprouver durablement et concrètement sa place au sein de collectifs** dont il.elle participe à dessein ou par assignation ? L'intégration et la pleine participation à la cité sont-elles le fruit de la volonté unique des individus ? Ou peut-on avant tout armer de vertus intégratrices et émancipatrices le système collectif ?

Nous vous proposons d'aller à la rencontre de projets et d'acteur.rice.s qui s'attèlent à la mise en œuvre de **logiques de participation** dans des **champs politiques, économiques, sociaux et culturels...** et parfois à la croisée de tous ces mondes. Nous avons choisi de mettre la lumière sur des expérimentations qui nous livrent des clés pour comprendre comment le collectif de travail, de vie, d'habitat, de soin ou d'éducation peut fonctionner sur une **participation concrète et durable des individus**. Des expérimentations qui font de ces démarches participatives, des leviers essentiels pour **l'émancipation des personnes.** » (Extrait de l'édito du Campus des Solidarités) - [lire la suite](#)

Quels projets sont à découvrir ?



[Un collectif d'entraide d'habitants mobilisés pour leurs droits sur un quartier rennais](#)



[Jo Spiegel et la mise en œuvre de la démocratie construction, pour encourager la citoyenneté réelle](#)



[Une chambre optimale de néonatalité conçue par une équipe hybride au Chu de Nantes](#)



[Projets culturels et éducatifs portés par des jeunes Roms d'un bidonville toulousain](#)



[Encourager l'engagement bénévole en faveur de projets rennais engagés pour le vivre](#)



[Coopérative éphémère de restauration pour retrouver le chemin de l'emploi](#)



[Retour sur un hackathon des solidarités rennais par le témoignage d'une étudiante d'Askoria](#)



[Une boutique solidaire issue du dispositif d'éducation à l'économie sociale et solidaire](#)



Solenciel

[Un management au service des personnes en réinsertion professionnelle après la prostitution](#)

Quels types de contenus sont accessibles ?



2 vidéos reportage sous-titrées (réalisation Stéphane Pougnaud)
[Retrouver toutes les vidéos](#)



5 articles illustrés à retrouver dans ce numéro 9 de la SPAM



1 [revue de presse](#) sur la thématique conçue avec les Centres de ressources d'Askoria et proposant un ensemble de ressources actuelles multimédias, grand public et académiques.



2 conférences filmées lors du dernier SEIS sur le thème de la participation [Retrouver toutes les conférences](#) en ligne



1 [billet par Philippe Lyet](#), coordinateur scientifique d'Askoria invité à partager les réflexions que lui inspirent cette galerie de projets

À SUIVRE - Les articles

Bénénova / page 6

#bénévolat #Rennes #engagement
#citoyenneté #vivre ensemble

Solenciel / page 13

#prostitution #emploi #insertion
#management alternatif

Rencont'roms nous/ page 24

#education #culture #insertion
#bidonville #lutte contre les discriminations #Roms

Jo Spiegel / page 37

#démocratie construction #alsace
#expérimentation #citoyenneté

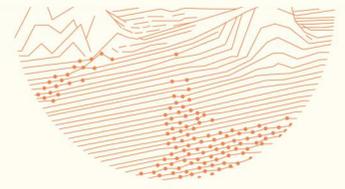
Hackathon des Solidarités / page 45

#jeunesse #Rennes #collaboratif

DÉCOUVREZ TOUTE LA PROG EN 1 CLIC

[www.campusdessolidarites.eu/
pratiques-participatives-et-emancipation/](http://www.campusdessolidarites.eu/pratiques-participatives-et-emancipation/)

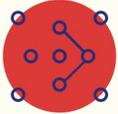
Un grand merci à nos partenaires contributeurs pour cette 1ère thématique :
la CRESS, la MAIF et la Grenouille à Grande Bouche



TEMPS FORT À VENIR À ASKORIA SAINT BRIEUC

Conférence et table ronde

Le 17 février 2022 - de 13h30 à 17h



“Le pouvoir d’agir des parents dans l’aide sociale à l’enfance : entre mesures contraintes et co-éducation”

événement retransmis en direct - [toutes les infos à venir](#)

PRÉSENTATION

Dans un contexte de mesures contraintes qu’est celui de la protection de l’enfance, ce temps fort invitera à réfléchir collectivement comment :

- penser la place du pouvoir d’agir des parents, dans les relations avec leurs enfants et les professionnel.le.s
- Partager ensemble (famille et professionnel.le.s) l’éducation pour permettre à l’enfant de s’épanouir dans la société
- Promouvoir la coéducation avec des familles vulnérables
- Élaborer des espaces et supports qui suscitent l’émergence d’une participation effective

PROGRAMME DÉTAILLÉ

14h00 : Conférence-débat ·

“Parentalité et protection de l’enfance : de la contrainte au développement du pouvoir d’agir”

Par Manon Grandval

“L’évolution des lois relatives à la protection de l’enfance ainsi que les travaux de recherche actuels nous invitent à repenser la place de la famille et le positionnement des professionnels qui les accompagnent. Si auparavant, les interventions s’appuyaient sur les défaillances des parents, ce sont désormais leurs potentialités qui sont recherchés. Après avoir porté un regard historique sur la place des parents en protection de l’enfance, nous explorerons les notions et concepts gravitant autour du développement du pouvoir d’agir des parents : co-éducation, accompagnement, capacités. Enfin, et en s’appuyant sur une recherche-intervention menée auprès de parents et de professionnels, nous proposerons des éléments qui permettent de concevoir un environnement capacitant pour la parentalité en protection de l’enfance.”

15h15 : Table ronde

<Titre et intervenant.e.s à venir sur le site du Campus >

Par les témoignages de professionnel.le.s du travail social et de parents d’enfants placés ou suivis par l’ASE, cette table ronde présentera des modalités de collaboration permettant de promouvoir l’exercice effectif d’un pouvoir d’agir des parents, ainsi que ses conséquences pour les familles et professionnel.le.s.

INFOS PRATIQUES

- Date : le 17/02/2022
- Horaires : 13h30–17h
- Participation : gratuit et ouvert à tous.tes

En présentiel - uniquement sur invitation et pour les étudiant.e.s inscrit.e.s dans le cadre de leur formation

En distanciel : conférence retransmise en direct - Le lien sera prochainement communiqué [sur le site du Campus](#)

- Rediffusion : l’événement sera filmé et rediffusé sur le site du Campus des solidarités ([Les conf en ligne](#))
- Contact : LeCampus@askoria.eu
- Organisateur : Askoria Saint Briec, avec la participation du Campus des Solidarités

Cet événement s’inscrit dans un cycle de 3 temps forts autour de la notion de pouvoir d’agir. Il vous est présenté dans le cadre de la programmation de la Saison #2. [En savoir plus](#)

Merci à l’ensemble des partenaires, intervenant.e.s et participant.e.s à cette table ronde.

LES ACTUS À VENIR

Publication en février de la 2^{ème} thématique de la Saison

VULNÉRABILITÉS ET LIBERTÉS

Extrait de l'édito - « Une situation de vulnérabilité doit-elle nécessairement s'accompagner d'une perte de liberté pour l'individu, au motif de sa protection et de la protection du collectif ? Ou comment protéger les libertés des individus, quand ils présentent des fragilités qui pourraient justifier de restreindre leurs libertés dans leur intérêt ou celui du collectif ? (...)

Vous découvrirez pour cette 2^{ème} thématique, diverses situations qui mettent à l'épreuve la liberté des individus : situations d'incarcération (avec Arbi Mahdaj, Maison d'Arrêt de Brest, Champs de Justice), de vieillissement (avec Old up) ou de risques pour l'enfant et le jeune (avec Repairs! et l'Aadjam), situation d'aidance ou de handicap (l'Art s'emporte, Gwintibunan), ou encore en contexte de traite humaine (avec l'Amicale du Nid). La complexité de ces terrains n'ont pas empêché les acteur.rice.s que nous avons rencontré.e.s, d'explorer la défense des libertés individuelles, par des biais complémentaires et parfois contradictoires, avec les personnes concernées, souvent en encourageant l'affirmation des individus, l'expression de leurs émotions, de leur sensibilité et de leur créativité. Leur défi commun : leur/nous montrer qu'aucune vulnérabilité ne doit entraver la capacité et la volonté de jouer un rôle civique et sociétal. »

À découvrir fin février 2022 sur www.campusdessolidarites.eu/vulnerabilites-et-libertes
Et suivez les actus du Campus sur [facebook](#) et [linkedin](#)

Forme libre / thème imposé

APPEL À CONTRIBUTIONS



Le thème ? « Vulnérabilités et Libertés »

Qui peut participer ? C'est ouvert à tous.tes, étudiant.e.s, chercheur.euses, professionnel.les ou citoyen.ne.s concerné.e.s par le sujet !

Quoi? Soit vous produisez directement un contenu qui peut prendre la forme d'un reportage, d'un billet d'humeur, d'un retour d'expérience, d'un récit sensible ou d'un écrit plus académique... en un mot, la forme est libre !

Quand? Dès maintenant et jusqu'à fin mars 2022

Comment? Envoyez-nous votre contribution à leCampus@askoria.eu

Où? Les contributions seront publiées en accès libre sur le site du Campus des solidarités

SEIS #7 / 13 & 14 OCT. 2022
à ASKORIA (site de Rennes)

SAVE THE DATE / SEIS #7

Le prochain Salon des Expérimentations & Innovations Solidaires #7 se tiendra
à Askoria Rennes les 13 & 14 octobre 2022

Cet événement ouvert à tous.tes et gratuit, invite des acteur.rice.s des solidarités à présenter et partager leurs projets innovants auprès du grand public sur une grande diversité de thématiques actuelles. Cette année au menu, vous pourrez retrouver de nombreuses structures documentées au fil de la Saison #2 en ligne et les rencontrer sur des formats participatifs (village de stands, tables rondes, conférences, ateliers, etc.)

En savoir plus sur « l'esprit SEIS » et revoir [les images et témoignages du SEIS #6](#).



PROJETS À LA LOUPE

BENENOVA

**Mettre en action des individus
pour les rassembler et leur donner
envie d'aller plus loin**

Pour vous présenter Benenova, association dont l'antenne rennaise est née pendant le premier confinement, nous vous proposons 2 articles.

Le premier a été réalisé par La Grenouille à Grande Bouche, dans le cadre du Salon des Expérimentations et Innovations Solidaires qui s'est tenu à Askoria le 15 octobre dernier. En effet, acteur investi et curieux de son territoire, Jérémy Torel, co-fondateur de Benenova Rennes y était présent et s'est volontiers plié au jeu de l'interview de la Grenouille pour présenter sa structure.

Le second, réalisé fin novembre par le Campus des Solidarités, décrypte cette période particulière de création, revient sur la notion même d'engagement, ce qui le motive et les effets qu'il induit.

Propos recueillis par le Campus des Solidarités, le 28 nov. 2021

Crédits photo : Benenova

QUAND LA GRENOUILLE À GRANDE BOUCHE RENCONTRE JÉRÉMY TOREL



Pour commencer, quelques mots de présentation...

« Je suis Jérémie Torel. Professionnellement j'ai fait un peu des zigzags, j'ai bossé pour des collectivités où j'ai fait du conseil dans tout ce qui était enfance-jeunesse, ensuite à Nantes au sein de l'association Unis-Cité sur le service civique, j'ai aussi travaillé au Secours populaire comme responsable des solidarités, puis à la Cantine numérique à la gestion-animation d'un espace de coworking et sur l'accompagnement des porteurs de projets. Et il y a à peu près un an, je suis revenu à Rennes, pour monter le projet Benenova Rennes, une association qui crée, développe et promeut des dispositifs facilitant l'engagement et l'inclusion par l'engagement. »

Comment est née l'idée de ce projet ?

« Quand je travaillais à Unis-Cité, j'ai rencontré un paquet d'associations qui avaient des besoins qui correspondaient à des missions de service civique, mais aussi un paquet de besoins qui n'étaient pas en adéquation avec les missions d'un service civique et qui nécessitaient d'autres ressources humaines que les bénévoles qui étaient déjà dans les associations. Et en parallèle, on rencontrait plein de jeunes qui voulaient se rendre utiles et pour qui finalement le service civique n'était pas tellement le format adapté et qui recherchaient plus de spontanéité dans l'engagement. Et donc on s'est dit : « **On a des assos qui ont des besoins, plein de jeunes qui veulent s'impliquer sur des actions, mais pas forcément sur du temps long, faut qu'on trouve un format** ». On a réfléchi à comment ça pourrait fonctionner, à comment ça pourrait convenir à la fois aux gens qui ont envie de participer et aux associations et on a créé un format d'engagement court, ponctuel, un peu à la carte et collectif. Les gens peuvent faire une ou dix actions dans l'année et changer d'associations. Les actions sont courtes, elles durent d'une à cinq heures et sont réalisées avec un minimum de deux participants, ce qui peut être rassurant pour des gens qui appréhendent de se retrouver dans des structures où ils ne connaissent personne. »

Très concrètement, comment ça fonctionne ?

« Pour le dire un peu pompeusement, on est un **acteur de la participation citoyenne** et on essaye de créer des formats qui facilitent l'engagement des personnes et de toutes les personnes. Au quotidien, on identifie des associations, on cherche des entrées pour que les bénévoles puissent mettre un pied dedans, on crée les actions avec les associations et après on accompagne les gens physiquement sur les actions. On a toujours un ou une référente sur les actions qui envoie un petit SMS la veille. Sur place, le partenaire accueille et présente sa structure, nous on est plutôt là pour animer les interactions sociales, s'il y en a besoin, et ensuite on évalue et on valorise l'action qui a été réalisée.

Côté participants, il y a deux entrées possibles. Soit tu es autonome dans ta recherche, tu vas fouiller sur notre site Internet, tomber sur la liste de nos actions et là tu as juste à cliquer sur le bouton « Je participe ». Après le seul engagement que tu as, c'est de participer à l'action sur laquelle tu t'es inscrit. Ou alors, c'est nous qui venons te chercher dans le cadre de l'un de nos programmes comme celui dédié à l'accompagnement des jeunes éloignés du bénévolat. Par exemple, tu es accompagné par la mission locale, parce que tu es en situation d'illettrisme et nous on peut venir te proposer des actions grâce à notre partenariat avec la mission locale. Souvent pour les personnes qui sont éloignées du bénévolat, on passe par un réseau de prescripteurs, pour les personnes réfugiées, ça peut être le Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile (CADA) ou pour les handicapés un Institut Médico-Éducatif (IME).

On a fait une étude d'impact et on a découvert que **pour 34% de nos bénévoles, c'est la première fois de leur vie qu'ils font du bénévolat**.* On sert de porte d'entrée pour ceux qui n'avaient jamais franchi le seuil du bénévolat. C'était un de nos objectifs mais sans cette mesure d'impact, on n'aurait jamais pris la mesure du phénomène. »

* Depuis l'interview, et avec le traitement intégral de l'enquête, ce pourcentage est passé de 34 à 43%

Vous dites développer un bénévolat inclusif, ça veut dire quoi ?

« Quand on a lancé l'association à Rennes, on a fait une expérimentation de mi-septembre à mi-décembre 2020 pour voir ce que ça allait donner et on a fait à peu près 80 actions de bénévolat collectif. Et on a eu 75% de femmes qui ont participé à nos actions, principalement des 25-35 ans. Pour compléter, un peu au doigt mouillé car on n'a pas fait d'études précises là-dessus, mais je suis à peu près sûr qu'on a eu très majoritairement des gens diplômés et plutôt intégrés socialement. Or, ce n'est pas du tout représentatif de la typologie des habitants rennais. On a constaté aussi que parmi nos bénévoles on avait une proportion de personnes en situation de handicap qui n'est pas du tout représentative de la situation en France, puisque les personnes handicapées représentent quand même 16% de la population générale. On a réalisé aussi qu'on n'avait ni moins de 18 ans, ni personnes âgées dépendantes. Et donc **on a décidé de développer des programmes pour permettre à tous les gens qu'on n'arrive pas à mobiliser de participer**. On ne les fait pas tous en même temps, parce qu'à chaque fois c'est un énorme chantier. On a créé un programme pour les jeunes éloignés de l'engagement, un autre pour les personnes exilées et là on commence à travailler la question du handicap, on est en train de rencontrer des structures qui accompagnent des personnes autistes et de voir ce qu'on peut leur proposer. Avec l'idée que ça puisse permettre aux personnes d'avancer personnellement, mais qu'elles répondent aussi vraiment à des besoins des associations, pour renverser un peu ce rapport aidant-aidé et permettre à des personnes identifiées comme des personnes aidées d'être à leur tour aidantes et qu'elles puissent le faire valoir pour elles-mêmes et dans d'autres cadres. »

En quoi le bénévolat peut être source d'émancipation ?

« Pour partir d'un exemple, les personnes exilées qui n'ont pas un statut de réfugié, n'ont pas le droit de travailler. La situation de ces personnes fait qu'on ne leur propose pas d'avoir une utilité sociale. On peut faire un parallèle direct avec les personnes âgées dépendantes qui sont en EHPAD : rien n'est fait pour qu'elles puissent avoir une utilité sociale et elles sont aussi déconnectées des possibilités de le faire. Pour des raisons différentes, mais on retrouve la même méconnaissance du tissu associatif, du territoire. Et le fait que cette possibilité ne soit pas offerte, ça a la même conséquence : ça met les gens dans une situation de dépendance et ce n'est pas du tout quelque chose de valorisant psychologiquement. Il y a des études qui ont montré le lien entre « avoir une utilité sociale » et le bien-être psychique. Rien que de **pouvoir se décentrer et être utile à quelqu'un d'autre, ça permet de se sentir mieux**. Mais ça ne se limite pas qu'à ça, même si c'est central. Par exemple, pour les personnes réfugiées de pouvoir s'exercer au français dans un autre cadre que celui des cours, ça permet d'avoir des opportunités de pratiquer et ça peut servir après à une éventuelle recherche d'emploi. »

Quel impact sociétal peut avoir cette émancipation des individus par le bénévolat ?

« Quand on a créé le projet, notre idée c'était aussi de permettre aux habitants de s'impliquer sur des causes, parce que **si on veut que le monde change, si on veut construire un futur souhaitable, comme on dit, on a besoin d'un engagement massif**. On sait que c'est l'action qui va faire le changement. Si on voit passer une info, bah souvent elle passe justement. Alors que si les personnes reçoivent cette info, en ayant par ailleurs reçu un contenu lors d'une action, ils se sont déjà engagés davantage et ils s'approprient plus ces causes-là. Et du coup, dans notre étude d'impact, on a vu que **87% des participants à nos actions déclarent avoir changé de regard sur une problématique sociale ou environnementale** en lien avec les projets sur lesquels ils se sont investis. C'est énorme. Quelqu'un qui a participé à une action d'aide alimentaire, demain elle va avoir des connaissances sur le gaspillage alimentaire, les besoins des personnes en précarité alimentaire et elle va aussi pouvoir ensuite partager ces connaissances. Il y a aussi des études en psychologie sociale qui font le lien entre engagement et appropriation des causes, donc ça pourrait même avoir un impact demain pour les participants sur leur manière de lire un programme et peut-être les inciter à voter. On ne peut pas encore faire le lien de manière sûre entre engagement bénévole et implication citoyenne dans la vie démocratique, mais c'est un des axes sur lesquels on aimerait travailler. »

RENCONTRE DU CAMPUS DES SOLIDARITÉS AVEC BENENOVA



Mars 2020 – lancement de Benenova Rennes. Un contexte complexe, et pourtant...

Le projet n'est pas né en réaction au contexte sanitaire. Mais le confinement a marqué toute la période de démarrage de Benenova. Retour sur les difficultés rencontrées et les points de forces de cette période particulière.

- Proposer d'innover... quand chacun.e tente déjà de s'adapter ! -

« C'était assez chaotique dans le milieu associatif sur la période de mars à l'été. On a eu beaucoup de mal à rencontrer les acteurs. Pour les associations qui devaient déjà se réinventer, entendre parler d'un objet nouveau, qui change les pratiques, demande de prendre de la hauteur et repenser des manières de proposer du bénévolat... c'était compliqué. Les gens devaient déjà prendre de la hauteur sur beaucoup de sujets. Beaucoup d'associations se sont arrêtés de fonctionner tout court, notamment les associations culturelles et sportives, avec lesquelles, plus d'un an plus tard, nous commençons à peine à travailler... »

- Une rentrée décalée de 6 mois -

« On pensait créer Benenova en mars et 2 semaines après, pouvoir partir d'une action concrète, pour la réitérer et multiplier les actions de bénévolat. Et ainsi faire évoluer le cadre au fil des actions afin de rendre les choses plus pertinentes par rapports aux besoins et usages des gens. Mais face aux difficultés, on a travaillé entre temps sur le développement des outils numériques, sur la stratégie de diffusion, sur tout ce qui allait graviter autour des actions de bénévolat. »

- A contexte exceptionnel... visibilité brouillée ! -

« Nous manquons aujourd'hui de repère sur notre projet. En novembre 2021, plus d'un an après notre lancement réel, on n'a toujours pas d'année-type de référence. On imaginait travailler sur notre expérience au bout d'une année, pour faire évoluer les choses, l'équipe, les ressources humaines, les charges de travail. »

- Une agilité plus grande pour s'adapter au changement -

N'avoir pas concrètement commencé avant l'arrivée du Covid nous a permis de développer beaucoup plus d'agilité que des structures déjà en place et très organisées. On est né dans ce contexte et on a construit avec. C'est une force et une souplesse possible par rapport à d'autres acteurs. On n'a pas eu à subir d'impact financier non plus car nous étions bénévoles pendant 1 an et demi sur le projet.

- Le monde d'après et ses possibles -

« Il y a eu culturellement quelque chose d'intéressant à la rentrée de septembre 2020 : tout semblait possible pour tout le monde. Les gens se sont dit qu'ils étaient prêts à réinventer, à travailler sur des choses établies depuis longtemps et qu'on pensait inchangeables. Et là, on s'est autorisés et encouragés à changer nos pratiques. Je pense que ça nous a aidé à présenter le projet et à faire en sorte que les interlocuteurs se disent « pourquoi pas ». C'était l'année où on pouvait tout essayer. »

- Le plein de bénévoles... en quête de sortie pendant le confinement ! -

« Beaucoup de personnes se sont retrouvées coincées chez elles : elles n'avaient pas de chien, pas de pratique sportive particulière. Or, les actions humanitaires et à impact social faisaient partie des dérogations pour sortir légalement. On représentait soudain une opportunité pour les gens enfermés d'avoir une utilité sociale et mais aussi tout simplement de sortir de chez eux ! Pendant les 8 premiers mois, de septembre 2020 à mai 2021, on avait plus de personnes que de places disponibles sur les actions alors qu'on en a proposé jusqu'à 40 par mois ! Une fois publiée en ligne, l'action était au complet en moins de 24h. »

S'ENGAGER, MAIS POUR QUEL TYPE DE CAUSES ?

Le vivre ensemble et l'environnement : les deux sujets principaux

« On travaille avec toutes les organisations (associations, coopératives, collectifs, collectivités) qui portent des projets au service d'un futur souhaitable : donc dans le champ du vivre ensemble et de la solidarité, ainsi que dans celui de l'environnement.

Et concernant le vivre ensemble, notre mobilisation contribue en soi à ce projet, dans la mesure où il permet de regrouper des gens très différents, qui ne se seraient pas rencontrés hors de ce contexte de bénévolat. Nous travaillons tous en silo, dans des environnements assez normés, avec des gens qui nous ressemblent. **C'est rare au quotidien d'être au contact de personnes éloignées de nous. Mais ça peut devenir le cas dans nos actions. »**

Pour vivre ensemble, faire ensemble !

« Pour nous, le préalable au vivre ensemble c'est le faire ensemble. Si les gens prennent la mesure du fait qu'ils sont capables de faire des choses avec des gens qui ne leur ressemblent pas, on se dit qu'ils peuvent porter des projets à impact positif. **La différence n'est plus un frein nécessairement, avec lequel composer. Ça peut aussi devenir une force.**

Typiquement, sur l'action inclusive avec l'Equipièrre (ressourcerie sportive), un des bénévoles autistes nettoie comme personne les rollers ! Il y passe plus de temps car c'est important pour lui et il est aussi identifié comme quelqu'un qui fait le boulot parfaitement. Cette place qu'il a, permet de voir autre chose de cette personne, qui n'est plus dans une seule case. Et qui peut avoir une utilité sociale pour d'autres personnes. Et dans notre société ce n'est pas forcément une opportunité qu'on laisse à tous. »



Pouvoir toutes et tous se rendre utiles socialement

« Dans une autre action que nous menons, nous souhaitons proposer à des personnes âgées de participer à des actions. Nous amenons l'action de bénévolat en EHPAD et nous l'adaptions. Ils ne vont peut-être pas réaliser l'action dans le même temps que d'autres le feraient, mais ils ont l'occasion d'avoir une utilité. Et le sujet n'est pas la rentabilité.

Il y a des sociétés où c'est d'ailleurs plus ancré que chez nous : si la dernière chose qu'une personne peut réaliser, c'est une tâche d'équeutage des haricots, et bien elle équeute des haricots et personne ne lui enlève cette contribution au collectif. Ou elle s'occupe des enfants et les surveille... ça permet à des personnes d'avoir un rôle dans la communauté jusqu'à la fin de leur vie. Chez nous, soit tu suis le rythme où tu peux produire pour la communauté, soit tu as un autre rythme qui nécessite une organisation spécifique. Et tu es mis de côté, ou en structure spécialisée où on va s'occuper de toi et l'inverse n'est plus possible. Et nous trouvons cela très violent. »

Jeunesse et bénévolat – Focus sur l'Etude Recherche et Solidarités

« Les dernières études de recherche et solidarités, vont dans le sens d'un bénévolat très encourageant chez les jeunes. C'est stable depuis les années 90 en termes de répartition des âges, même s'il y a une petite diminution chez les plus de 65 ans et une légère augmentation chez les moins de 35 ans. Ils font une étude là-dessus tous les trois ans et je suis curieux de voir la prochaine, suite au covid : quel a été l'impact ? J'ai l'impression qu'on a vu beaucoup de jeunes se mobiliser et pour le coup les plus de 65 ans se sont pas mal désengagés, pour de nombreuses raisons, notamment sanitaires. »

S'ENGAGER POUR UN TEMPS COURT : UN PIED À L'ÉTRIER POUR ENGAGEMENT PLUS PÉRENNE

« Ce qu'on propose, c'est une porte d'entrée vers un engagement plus régulier. C'est une offre qui est non seulement complémentaire mais de plus en plus indispensable. **40% de nos bénévoles (soit quasiment 1 sur 2) aujourd'hui sont des personnes qui n'avaient jamais fait de bénévolat** quand ils s'inscrivent pour la première fois sur une action avec nous.



On ne désengage pas des gens qui seraient par ailleurs engagés. **On engage des gens qui n'auraient jamais eu le temps ou n'auraient pas su où et comment s'engager.**

On a quasiment 65% des gens qui disent s'être réengagés dans une association sans nous ou comptent le faire dans les prochaines semaines et prochains mois. Et certains bénévoles se passent de nous ensuite : ils y vont une fois, ça leur permet de tester. Plutôt que de passer par le parcours réunion d'info, entretien etc, ils se disent, je vais passer par Benenova, voir directement l'association et si j'ai un bon feeling, que l'ambiance et le projet me plaisent, j'irai. Ou j'essaierai une autre association jusqu'à ce que l'ambiance me plaise.

On est accueilli parfois par des bénévoles dans les associations qui sont eux-mêmes passés à l'origine par Benenova. Du coup ils sont très bons en accueil de bénévoles ! »

LES RAISONS À L'ENGAGEMENT

« Pendant le confinement, on a eu des bénévoles qui cherchaient surtout à sortir de chez eux, et se rendre utiles. Et c'est toujours le cas, même si c'est moins l'objectif de sortir de chez eux, c'est aussi pour rencontrer des gens. Mais je dirais que **la raison première, c'est de trouver de l'utilité.** On n'est pas novateurs là-dedans, c'est une raison déjà identifiée dans l'étude *Recherche et Solidarités* : avant l'action, les gens recherchent l'utilité.

Et quand on regarde du point de vue de la satisfaction exprimée par les gens, la première chose qui vient c'est **la convivialité.** Avant de rentrer dans l'association, ils cherchent un engagement utile et quand ils sont dedans, ils retiennent comme premier critère celui de la convivialité. Et si tu leur demande quels sont leurs besoins, ils sont centrés sur l'action : la formation, les conseils. Selon le moment où tu poses la question, la réponse évolue.

Sur les freins à l'engagement, le premier est le manque de temps, le 2^{ème} intéressant, c'est « j'ai pas eu l'opportunité ». Il y a un enjeu à aller chercher les gens là où ils sont. Ils ont l'envie mais ça reste du conditionnel. Il faut donc les rapprocher de la possibilité concrète de s'engager. Si on arrive à répondre à cela, on peut permettre à beaucoup de s'engager.

Chez les gens issus de familles engagées, il y a plus d'engagement. **Plus que l'habitus, c'est la question de l'urgence.** Quand il y a eu la catastrophe à Beyrouth, des mouvements de solidarités se sont montés en quelques heures, chez les jeunes surtout. Et ils ont été énormes et plus efficaces et réactifs que les associations. Les humanitaires sur place ont vraiment été surpris. Sur le Covid aussi, des mouvements spontanés se sont mis en place. Ça part d'un mail, « je cherche des pantalons et chaussures en 43 pour des migrants », et ça circule. Ce sont des mouvements hors circuits pas forcément compabilisés comme du bénévolat mais ça existe. »

LES APPORTS DE L'ENGAGEMENT

« On a essayé, sur notre étude d'impact, de mesurer l'apport de l'engagement en posant cette question simple : Diriez vous que faire du bénévolat vous a fait du bien ? J'aurais les réponses prochainement. Je vais donc rester sur de l'intuition ou des témoignages. On a reçu des commentaires : « merci de nous permettre de faire ça ». Des mails touchants de personnes qui avaient toujours rêvé de s'engager, qui disent être partis d'abord sur des missions qui leur paraissaient faciles et ont été étonnées de réussir à les mener. Et ont voulu se lancer ensuite sur des missions qui pouvaient les impressionner et dont ils ne se sentaient pas capables : j'ai en tête des personnes qui ont commencé par trier des vêtements et sont ensuite allés faire des maraudes, ce qui leur paraissait impossible au démarrage de leur engagement.

On est en plein dans le pouvoir d'agir en permettant à des gens de faire ça pour la première fois. Le passage à l'action, ça ancre. Voir passer de l'actualité sur un réseau social, c'est intéressant mais ça passe. **Le fait d'agir, ça ancre, ça t'engage, c'est ce qui va générer le changement chez toi.** C'est de la psychologie sociale et ces observations font consensus. C'est l'objet de notre structure : pour nous **le passage à l'action est le moteur du changement.** Plutôt que poster de l'information sur des sujets, les gens mettent les pieds dedans et vont se sentir capables d'agir. »

DES ACTIONS QUI S'ADAPTENT AUX PUBLICS ET QUI FAVORISENT LA MIXITÉ

« La première année, nous avons surtout développé des actions tous publics, pour des engagements courts et ponctuels. Aujourd'hui, **nous développons des actions pour chercher des personnes qui ne trouvent pas la possibilité d'exercer leur citoyenneté par l'action, de se rendre utiles.**

Nous proposons aux associations d'identifier les besoins et **d'adapter le cadre en fonction des publics qui souhaitent s'engager.**

Par exemple dans notre action avec *l'Equipièrre*, où nous proposons à des bénévoles en situation de Trouble du spectre autistique du nettoyage, du tri, de l'étiquetage de matériel sportif, il n'y a pas d'heure de fin pour les personnes qui viennent. Si l'éducateur qui accompagne sent que l'action doit se terminer, il n'y a pas de souci. C'est une de nos actions inclusives qui fonctionne bien.

Une autre action intéressante est avec l'association *Terre à Chevaigné*. C'est la première briqueterie Emmaüs de France qui fabrique des briques en terre. C'est un très beau projet. Et des compagnons Emmaüs y travaillent et y sont accompagnés. **Nous y sommes allés avec des publics très variés et avons réussi à jouer là l'intérêt de la mixité** : des bénévoles très curieux de l'habitat durable, d'autres qui voulaient simplement découvrir ou encore des bénévoles via le CADA (centre d'accueil pour demandeurs d'asile). A cette occasion, un homme afghan et une femme soudanaise qui avaient travaillé en briqueterie dans leur pays d'origine ont pu avoir des échanges intéressants avec les autres car les techniques ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre. **Les rapports aidant-aidés ont alors pu se renverser, ou du moins s'aplanir.**



PROJETS À LA LOUPE

SOLENCIEL

Se reconstruire grâce à un travail digne et pérenne

*Rencontre avec Rodolphe Baron, président de l'association et
Pauline Lorient, facilitatrice en transition.*

Solenciel est une association de nettoyage écologique et solidaire.

La réalité qui se cache derrière cette description affichée en une sur leur site internet, est celle d'une association qui permet à des femmes victimes de traite de sortir de leur réseau de prostitution en obtenant un travail.

Née à Grenoble en 2017, cette structure au fonctionnement associatif « classique », décide un jour de changer son modèle managérial pour permettre à ces femmes salariées d'auto-gérer leur équipe, de prendre confiance en elles et d'acquérir de nouvelles compétences.

Retour sur une aventure humaine avec Rodolphe et Pauline qui se sont prêtés au jeu de l'interview croisée.

Propos recueillis par le Campus des Solidarités, le 2 déc. 2021

Crédits photo : Solenciel

L'HISTOIRE DE SOLENCIEL

Solenciel est une association créée en 2017. Tout est parti de Magdalena, une association chrétienne, dont l'antenne de Grenoble a été créée par Rodolphe.. Fondée initialement à Paris pour les prostitué.e.s du bois de Boulogne, Magdalena va à la leur rencontre pour leur proposer une boisson chaude, des préservatifs, du dentifrice, de la nourriture, des choses de première nécessité. Rodolphe découvre Magdalena à Paris et se rendant compte de l'importance de la prostitution à Grenoble, décide d'y ouvrir une antenne. Au bout de quelques temps de maraudes, un groupe de 7 jeunes femmes l'interpelle, émet le souhait de quitter les réseaux dans lesquels elles sont contraintes de se prostituer et demande à en sortir pour aller vers un travail. Le travail visé est alors le ménage puisque cela leur semble facile et rapide d'accès : pas besoin de beaucoup de formation, ni de maîtriser la langue française (la plupart d'entre elles étant anglophones).



En creusant la demande, Rodolphe se rend alors compte qu'elles sont demandeuses d'asile et qu'à ce titre, elles n'ont pas l'autorisation de travailler en France, sauf sous certaines conditions : le secteur doit être « en tension » (ce qui n'est pas le cas du nettoyage) et il faut déposer une annonce à Pôle Emploi et prouver que personne n'y a répondu, ce qui est assez complexe. Rodolphe ne se décourage pas et contacte le service de la main d'œuvre étrangère de la DIRECCTE qui lui dit qu'étant donné que ces personnes sont victimes de traite et que le recrutement est difficile dans le secteur du nettoyage, la DIRECCTE trouvera un moyen pour que ces personnes aient un travail. Elle décide donc d'octroyer une dérogation à l'association pour qu'elle puisse embaucher ces femmes et l'aventure Solenciel commence. De deux embauches à l'origine, Solenciel a aujourd'hui 21 salariées sur Grenoble et 80 clients chez lesquelles elles réalisent des prestations de nettoyage. En 2020, ils ouvrent une deuxième antenne à Lyon, en janvier 2021 s'ouvre l'agence de Montpellier – Nîmes, à l'été 2021, celle de Toulouse et la dernière en date sera prochainement à Annecy. Le projet est également d'ouvrir des antennes à Paris, Orléans et de continuer à développer l'antenne de Toulouse qui ne compte actuellement qu'une salariée. En tout, depuis ses origines, Solenciel a aujourd'hui permis à 60 femmes d'être salariées et de sortir de la prostitution.

NAISSANCE DU PROJET ET PUBLIC TOUCHÉ : RODOLPHE BARON, REVIENT POUR NOUS SUR QUELQUES PRINCIPES D'ACTION

Un projet construit pour répondre à une demande

« **Au départ il y a Magdalena** qui va, la nuit, à la rencontre des personnes avec en toile de fond l'idée que la rencontre et le lien d'amitié qui va se tisser, va générer chez la personne l'envie d'avoir une vie conforme à sa dignité humaine.

Et **c'est vraiment la rencontre de personnes ayant émis un désir assez simple de s'en sortir par le travail et spécifiquement le nettoyage, qui a déclenché, sans trop réfléchir, l'aventure Solenciel**. Notre idée était simplement de les aider à trouver du travail dans les entreprises de nettoyage et c'est en se rendant compte de la problématique administrative liée à leur statut, qu'on a décidé de créer une association avec une dérogation pour avoir le droit de les employer.

Au démarrage, il n'y a donc pas d'idée de fond mais plutôt le désir d'accompagner une demande. Le constat qu'on fait, après 5 ans d'existence, c'est que **le travail est vraiment un élément décisif pour que la personne reprenne confiance en elle**. Indépendamment de l'aspect financier qui lui permet d'avoir une certaine autonomie de vie, ça la remet en capacité d'être actrice de sa propre vie, ça la remet debout. Et quand bien même le nettoyage est un travail très ingrat, il y a une vraie fierté d'avoir un salaire qui soit le fruit de son travail. Aujourd'hui nous ne sommes pas sur des contrats aidés mais sur des CDI, ce qui fait que les salaires versés sont directement le fruit du travail fourni, il n'y a pas de subvention ».

Le nettoyage est un prétexte, pas une fin en soi

« Idéalement, **je serai heureux si Solenciel arrivait à proposer d'autres activités professionnelles** en fonction du désir des personnes que l'on rencontre ou qui nous sont orientées. Et effectivement pouvoir aller vers des activités plus valorisantes que le nettoyage qui a le gros défaut d'être très ingrat. Il y a peu de valorisation du travail qui est produit, même si nos clients sont bienveillants et font des efforts de ce côté-là. Mais la plupart du temps : si le nettoyage est bien fait c'est normal, et il suffit d'un oubli pour que le proche soit fait.

Mais à l'origine il y avait une demande, et dans un premier temps nous y avons répondu. Il y a parfois d'autres besoins qui sont exprimés d'un point de vue professionnel, par des hommes ou des femmes que l'on rencontre et qui ne veulent pas faire du nettoyage; cela ne nous empêche pas de les accompagner vers d'autres projets. Solenciel est une réponse dans le nettoyage mais nous travaillons avec un réseau d'acteurs associatifs ou de travailleurs sociaux vers lesquels nous pouvons orienter les personnes.

L'atout de Solenciel est aussi, grâce au management mis en place, de **ne pas proposer qu'une expérience de ménage, mais également une expérience entrepreneuriale**. Les salariées n'ont pas qu'une prestation de ménage à

effectuer mais un rôle plus large qui va de la gestion de stock aux activités commerciales en passant par le management.

Les amener à un emploi, même dans le nettoyage, leur permet de « rêver plus grand » par la suite. Le ménage n'est finalement qu'un prétexte pour venir développer d'autres compétences. C'est un moyen facile d'accès, à la fois pour des femmes qui n'ont jamais été scolarisées, ou qui ne maîtrisent pas le français, à la fois aussi parce qu'il est facile de trouver des prestations de ménage à réaliser. C'est donc un prétexte pour les aider à sortir de la prostitution et leur permettre ensuite de travailler dans n'importe quelle entreprise.

Mais il ne faut pas oublier que **la satisfaction du travail bien fait est également vecteur d'une grande satisfaction pour les salariées** : être en capacité de bien faire un bureau, de gérer son agenda, le simple fait de se lever tous les matins pour aller au travail et de réaliser sa tâche de bout en bout est source de grande fierté.

Le fait que nous ayons une transparence financière sur le chiffre d'affaire collecté, sur la manière dont les salariées choisissent en équipe de le répartir entre salaires, achats,... et qu'elles soient rémunérées au juste prix est également source de satisfaction. »

NAISSANCE DU PROJET ET PUBLIC TOUCHÉ : RODOLPHE BARON, REVIENT POUR NOUS SUR QUELQUES PRINCIPES D'ACTION (SUITE)

Aujourd'hui Solenciel s'occupe de femmes, la prostitution, elle, touche un public plus large ...

« Le public s'est imposé à nous. **La demande initiale a été portée par des femmes nigérianes** et c'est de là que le projet est parti. Puis, de ce groupe initial, il y a eu un effet de bouche-à-oreille très fort qui a fait que beaucoup de femmes de la communauté nigériane ont postulé chez nous. Nous, on s'assurait uniquement qu'elles étaient déjà bien identifiées par les travailleurs sociaux comme étant concernées par la prostitution. Nous ne voulions pas qu'on puisse nous faire le reproche d'être une porte ouverte pour de l'immigration clandestine avec un process de régularisation facilité par l'association.

Une autre réalité, et les travailleurs sociaux nous le disent, est que l'accompagnement est plus facile, les liens de confiance se fissent plus aisément avec cette communauté. Ce qui fait que les personnes arrivent à exprimer le souhait de sortir des réseaux de prostitutions.

On a eu une personne transgenre à Montpellier qui a été formée chez nous et qui n'a pas voulu poursuivre sur un contrat salarié. Et **pour le moment, aucun homme** ne nous a été orienté.

Cette question est en discussion actuellement dans notre conseil d'administration : nous accueillons aujourd'hui des femmes et **si nous voulons demain accueillir des hommes, il nous faut réfléchir à comment nous allons le faire** : est-ce que ça va changer des choses dans l'accompagnement que l'on propose ? y a-t-il des choses particulières à envisager ou non ?

Ce qui est sûr c'est que **pour l'implantation à Paris** sur laquelle on réfléchit en ce moment, **nous travaillerons quasiment uniquement auprès des personnes transgenres**. Plusieurs questions se posent, notamment par rapport à notre capacité à les accompagner et les modalités

d'accompagnement à mettre en œuvre. Ce qui est sûr, c'est qu'il y a un désir qui existe : celui de sortir de la prostitution au Bois de Boulogne.



Chez ce public, il y a souvent des questions d'addictions qui se posent et cela peut remettre en cause la capacité à reprendre un travail. Elles ont aussi pour la plupart déjà fait pas mal d'années au Bois de Boulogne, approchent souvent de la 50aine, et ce qui les pousse à sortir de la prostitution, au-delà d'une fatigue réelle, est parfois le fait qu'elles ont moins de succès, donc moins de revenus. Elles sont plus abîmées et ont moins d'énergie que nos salariées nigérianes de 20 ans.

Alors si nous voulons répondre globalement à leurs propos, il nous faut définir la manière dont on va accompagner, et l'accompagnement sera sans doute beaucoup plus long que ce qu'on fait aujourd'hui avec le public que l'on touche. »

NAISSANCE DU PROJET ET PUBLIC TOUCHÉ : RODOLPHE BARON, REVIENT POUR NOUS SUR QUELQUES PRINCIPES D'ACTION (SUITE)

Abandonner la prostitution et les gains générés pour aller vers un salaire à temps partiel dans le nettoyage : un frein réel pour toucher un public plus large ?

« Notre public cible est assez limité : nous touchons plutôt des femmes migrantes qui sont en réseau de prostitution, victimes de traite. L'argent qu'elles gagnent en prostitution n'est pas pour elles - Concrètement, quand elles génèrent 3 000 ou 4 000 euros de revenus par mois avec la prostitution, elles ne conservent rien puisque tout l'argent est remonté vers le réseau. « Officiellement », cet argent va servir à rembourser une dette fictive entre 25 000 et 40 000 euros. Elles doivent aussi s'acquitter d'un loyer car même si elles sont mises à 5, 7, 10 dans un petit appartement, le réseau leur demande 200 à 300 euros de loyer mensuel. S'ajoute à cela le paiement de leur connexion internet, leur nourriture, ... Donc le réseau leur ponctionne la totalité de l'argent et c'est la proxénète qui leur fournit tout contre l'argent récupéré : habits, nourriture, etc. D'ailleurs, même l'allocation qu'elles perçoivent en tant que demandeuses d'asile est ponctionnée par le réseau.

En devenant salariées à Solenciel, elles gagnent mois d'argent mais l'argent gagné est le leur et ne va pas au réseau - Les salariées de Solenciel sont loin d'être riches mais elles deviennent autonomes : un petit revenu en plus des aides perçues leur permettent de vivre.

Il est certain que Solenciel ne sera pas du tout une réponse pour certaines femmes - Par exemple chez les femmes Roms, l'argent collecté n'est pas non plus gardé individuellement mais il alimente le camp avec une partie prise par le responsable du camp et une autre partie qui va directement faire vivre la famille. Dans ce cas-là, se dire qu'on va aller faire du ménage pour gagner 700 à 800 euros est peu envisageable. Il en va de même pour la majorité des femmes françaises qui se prostituent et que j'ai pu rencontrer : venir à Solenciel est impensable. Elles génèrent entre 3 000 à 6 000 euros de revenus mensuels, leur servant pour partie à payer de la drogue ou à avoir un niveau de vie très élevé. L'effort à faire, financier ou de sortir de leur dépendance est le plus souvent trop important et les empêche de passer le cap. ».

Des temps partiels subis ou choisis ?

« Les types de contrats que nous proposons sont des CDI à temps partiel. **Ce temps partiel est voulu par certaines, subi par d'autres.** Une grande partie des salariées ont énormément de rendez-vous en dehors de Solenciel, notamment auprès de travailleurs sociaux pour préparer leur demande d'asile, pour suivre des cours de langue, et le temps partiel leur convient bien. D'autres aimeraient pouvoir augmenter leur temps mais la réalité économique de leur équipe ne leur permet pas puisque cela dépend aussi de la capacité à trouver de nouvelles prestations à effectuer.

Au démarrage de l'activité de Solenciel, nous faisons des contrats de 26 heures/semaine et les personnes nous renvoyaient le fait que c'était trop lourd à gérer. On a donc décidé de démarrer l'embauche à 16 heures/semaine. **La personne qui arrive à Solenciel démarre quoi qu'il arrive sur un contrat de 16 heures.** Par contre, **elles ont ensuite une liberté réelle d'augmenter ou de diminuer leur contrat** à partir du moment où elles prennent en compte les contraintes économiques de leur chiffre d'affaires.

Quand la possibilité d'augmenter leur contrat se présente, beaucoup d'entre elles passent à 22 heures par semaine. Mais au-delà, elles préfèrent la plupart du temps embaucher une nouvelle personne dans leur équipe que de poursuivre l'augmentation de leur temps de travail ».

ECLAIRAGE DE PAULINE LORiot SUR LE PROCESSUS DE RECRUTEMENT, LA FORMATION ET « L'APRÈS SOLENCIEL »

3 étapes avant l'embauche pour vérifier quelques pré-requis et permettre un accompagnement pertinent

Etape 1 : la compréhension de la langue

Quelques questions posées à partir d'un court texte en langue Anglaise. Si le test est globalement réussi, les personnes obtiennent alors un « livret de formation » qui présente les règles à respecter à Solenciel, les produits que l'on utilise, comment on les utilise, les postures, les us et coutumes, ... S'il n'est pas réussi et que le niveau est trop faible, il est possible de mettre en place un accompagnement.

Etape 2 : la prise en main du « livret de formation »

Après une semaine laissée pour la prise de connaissance de ce livret, **un QCM sur 30 points** est réalisé. Si elles obtiennent au moins la moyenne, elles peuvent passer à l'étape suivante. Si ce n'est pas le cas, elles sont accompagnées par des bénévoles qui les aident à comprendre les bases.

Etape 3 : une formation sur le terrain

2 semaines en formation terrain en binôme avec une salariée. Les femmes passent alors dans les 3 équipes différentes qui existent : conciergerie, hôtellerie et copropriété afin de découvrir les spécificités de ces différents métiers dont les horaires et les contraintes ne sont pas les mêmes.

Au bout de ces 15 jours : une évaluation sur le terrain est réalisée par les salariées elles-mêmes. Dans un appartement, la stagiaire va s'occuper du ménage en toute autonomie et, à partir d'une grille d'évaluation, la salariée va pouvoir lui attribuer une note. Si la note est suffisante, la personne est prête à être embauchée à Solenciel et si la note n'est pas suffisante, elle peut repartir en formation terrain pour continuer à monter en compétences.

Pour quels résultats ?

« Dans la plupart des cas, la semaine de formation théorique et les 2 semaines de formation pratique sont suffisantes pour acquérir le niveau nécessaire à la réalisation des activités et la personne est prête à démarrer le travail.

Ce stage, en amont de l'embauche à Solenciel, n'est pas rémunéré et on le propose assez largement, même à des personnes dont on sait qu'elles ne travailleront pas chez nous. Notre activité associative nous permet de proposer des activités sous forme de stage et cette possibilité a un intérêt réel, reconnu d'ailleurs par les travailleurs sociaux puisque même si certaines ne souhaitent pas poursuivre chez nous, nous leur remettons une attestation qui peut les aider dans leur parcours d'insertion sociale ou leur demande de papiers.

Mais dans la plupart des cas, les personnes qui arrivent chez nous en stage n'ont qu'une envie, c'est de pouvoir être salariées chez Solenciel. Se pose alors le souci de l'embauche puisque nous sommes actuellement en capacité d'embaucher environ 5 femmes sur 10 que nous formons. Nous sommes contraints à mettre les autres en attente, souvent plusieurs mois, le temps de trouver de nouveaux contrats de prestation. Le Covid nous a d'ailleurs ralenti dans cette capacité à embaucher de nouvelles personnes et certaines ont dû attendre jusqu'à 1 an après la fin de leur formation pour pouvoir signer un contrat chez nous. Tout l'enjeu a alors été de rester en lien durant cette période et de permettre un relai d'accompagnement avec les travailleurs sociaux. »

ECLAIRAGE DE PAULINE LORiot SUR LE PROCESSUS DE RECRUTEMENT, LA FORMATION ET « L'APRÈS » SOLENCIEL

Au-delà de la formation métier, d'autres formations dispensées en fonction des besoins

« De nombreux bénévoles gravitent autour de Solenciel et mettent leurs compétences à disposition des femmes salariées. Les accompagnements ou formation en Français Langue Etrangère (FLE) par exemple ne sont pas obligatoires pour les salariées. Dans l'avenir, nous souhaiterions que les cours de FLE soient obligatoires afin que les femmes aient un niveau de maîtrise de la langue suffisante.

Des cours d'informatique sont également dispensés, en fonction des besoins et des souhaits d'évolution professionnelle. Nous essayons de répondre, par la présence de bénévoles, aux besoins lorsqu'ils se présentent.

Solenciel vient en complémentarité de services déjà proposés par d'autres structures, notamment de travail social, soit pour des besoins non couverts, soit pour combler des « trous dans la raquette » parce que d'autres associations seraient débordées.

Dans le cadre du volet « environnemental » développé par Solenciel, au-delà des produits écologiques utilisés pour le nettoyage, des cours de vélo sont dispensés afin de permettre de se déplacer dans la ville entre 2 prestations avec un minimum d'impact environnemental.

Même si nous essayons d'aller vers un accompagnement plus large qu'uniquement l'accompagnement au travail, le fait que nous ne soyons, à ce jour, pas encore subventionnés, réduit notre capacité à aller vers un accompagnement global, en embauchant notamment de nouveaux professionnels. »



Solenciel : employeur pérenne ou tremplin pour la suite ?

« Les embauches sont proposées en CDI, ce qui permet aussi une sécurisation pour les salariées puisque celles qui le souhaitent peuvent rester ! Mais dans les faits, la durée moyenne de travail à Solenciel est de 18 mois aujourd'hui. Cette durée s'allonge puisqu'avant de changer de modèle managérial, nous étions plutôt autour de 15 mois.

Tant qu'elles n'ont pas de régularisation administrative, elles ne peuvent pas travailler ailleurs donc la question du départ de l'association ne se pose pas. Les premières personnes qui ont obtenu leurs papiers ont immédiatement quitté Solenciel sans avoir d'ailleurs préparé la suite, ce qui a été un peu difficile pour elles. Les autres se sont rendues compte de leurs difficultés donc se sont dit qu'il était plus prudent de préparer la suite avant de partir. Elles prennent de plus en plus leur temps pour construire leur projet, et le mode de management y est pour beaucoup : personne ne leur donne d'ordre, personne ne les contraint au travail, elles se sentent en totale liberté de partir ou de rester. Nous avons même acté, avec les équipes, que lorsqu'elles veulent partir, elles ont droit à une rupture conventionnelle automatique, financée par l'équipe, cela permet une vraie liberté de mouvement.

Quand elles font le choix de partir, certaines le font pour aller suivre des cours de français intensif suite à l'obtention de leur droit d'asile. D'autres parce qu'elles sont en couple et ont des projets de maternité. D'autres encore partent pour des projets professionnels. La limite à ces départs c'est que pour exercer un nouveau métier, elles doivent se former à nouveau et se pose la question de la rémunération pendant ce temps de formation. Elles vont donc plutôt vers des métiers qui nécessitent des temps de formation très courts.

UNE ASSOCIATION DANS LA TOURMENTE CONTRAINTE DE REVOIR SON MODÈLE DE MANAGEMENT

Après des difficultés managériales, Rodolphe Baron décide d'adopter un modèle audacieux visant l'auto-gouvernance des salariées

« **La réalité nous a poussés à revoir totalement notre modèle managérial** - Il y a trois ans, la directrice de Grenoble m'interpelle en me disant qu'avec 15 salariées sur le terrain, elle n'a plus le temps de faire du développement commercial, d'accompagner les équipes, de gérer les remplacements en cas d'arrêt maladie,... Nous recrutons alors 3 managers de terrain en 6 mois : deux avec un profil plutôt issu du nettoyage et un avec un profil de travailleur social et ça ne fonctionne pas. Les managers issus du monde du nettoyage ont une vraie exigence de qualité, ce qui est normal, mais au détriment de la réalité du public accompagné et à l'inverse, le manager issu du travail social se positionne dans l'accompagnement mais en oubliant que nous nous devons également d'être productifs ! De surcroît, les salariées continuent à s'adresser directement à la directrice, en évinçant les managers...

A ce moment-là, un ami me présente **la méthode Opale** qui semble répondre à une de mes autres préoccupations du moment : faire en sorte que les femmes prennent le contrôle de Solenciel ... Nous décidons de nous lancer, sans formation, dans la mise en œuvre de cette méthode auprès de toutes les équipes. S'ensuivent 6 mois de démarrage plus que chaotique, où les femmes prennent pleinement leurs libertés mais nettement moins les responsabilités qui sont censées aller avec, et après avoir fait le constat que le travail était moins bien réalisé et que les plaintes clients augmentaient, nous décidons de nous y prendre autrement. Nous nous formons à la méthode Opale, nous y formons également les salariées en proposant cette méthode sur la base du volontariat. En 6 mois, l'équipe volontaire rentre dans un réel cercle vertueux et le taux d'absentéisme chute à 1.5% »

Zoom sur la méthode Opale, inspirée du livre Reinventing Organizations de Frédéric Laloux, basée sur trois principes

La raison d'être évolutive de l'entreprise

Chez Solenciel, cette raison d'être est d'aider le maximum de jeunes femmes à quitter la rue et la prostitution. L'idée est qu'à chaque fois qu'on doit prendre une décision, on vérifie en amont qu'on respecte notre raison d'être. Le côté évolutif doit garantir la possibilité de bouger les lignes : par exemple à Solenciel, si aujourd'hui nous mettons en œuvre des prestations de ménage, nous pourrions imaginer demain s'orienter vers d'autres activités si celles-ci permettent de sortir davantage de femmes de la prostitution.

L'auto gouvernance

Cela passe par le fait qu'il n'y a plus de manager en soi mais que

les différentes activités du manager soient assurées par les salariées elles-mêmes en les répartissant au sein de l'équipe. Il y a donc au sein de chaque équipe une personne en charge des congés payés, de la relation clients, de l'insatisfaction client, de la pré-vente, des stocks, du suivi des indicateurs financiers et des budgets.

L'auto gouvernance passe aussi par le fait que la totalité des décisions soient prises par les salariées. Donc pour ne pas avoir à demander l'avis de 50 personnes avant la moindre prise de décision, nous mettons en place des groupes de travail thématiques en fonction de nos problématiques et invitons celles qui le souhaitent à y participer. Pour susciter l'envie d'y

participer, ces temps ne sont pas des temps bénévoles mais font partie intégrante du temps de travail.

Le « allness »

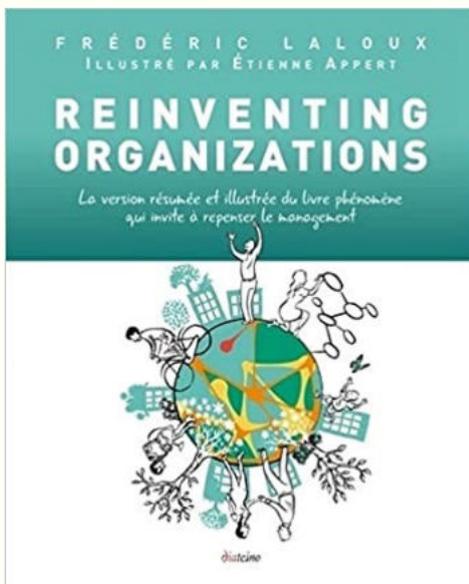
La traduction française du « allness » est la plénitude, le fait qu'il est nécessaire d'être pleinement soi au travail.

Pour permettre cette plénitude, Frédéric Laloux incite à la création d'un environnement protecteur qui passe par la prise de conscience de chacun de l'influence positive ou négative de ses mots et de ses actes. [NDLR]

UNE ASSOCIATION DANS LA TOURMENTE CONTRAINTE DE REVOIR SON MODÈLE DE MANAGEMENT (SUITE)

L'accompagnement à l'auto-gouvernance : le rôle primordial de Pauline, facilitatrice en transition

Une arrivée en eaux troubles – « Je suis arrivée à Solenciel après les 6 mois chaotiques de première tentative de mise en œuvre de la méthode Opale au moment où la décision avait été prise de recommencer en se formant et en ne s'appuyant que sur les salariées volontaires à ce changement de management. Au fur et à mesure, j'ai réussi à y faire adhérer l'ensemble des équipes. Je travaille de manière assez empirique, je teste avec les équipes et en fonction de ce qui fonctionne ou pas, je duplique sur les autres équipes... ou pas ! Chaque équipe étant indépendantes, elles ont des modes de fonctionnement différents et la règle d'une équipe n'est pas forcément la règle des autres. »



Une méthode qui fonctionne, devenue « non optionnelle » pour les salariées

– Aujourd'hui, la méthode Opale est « non optionnelle » à Solenciel, cela fait partie de son ADN et toutes les équipes fonctionnent ainsi. Revenir à un management classique serait un vrai pas en arrière. Le rapport de force qui existait avant entre manager et équipe n'existe plus et s'est transformé en un **rapport d'égal à égal** où chacun à son rôle à jouer pour la réussite collective. Le commercial développe l'activité, propose des clients à l'équipe, donc potentiellement une augmentation de son activité sans rien imposer : c'est à elle de faire ses choix collectivement. Il peut y avoir parfois des tensions pour savoir, par exemple, qui, dans l'équipe, prend un nouveau client et c'est là que mon rôle de facilitatrice est important : permettre d'arriver à un consensus où chacune va se retrouver.

Pour accompagner au mieux les groupes, je me forme à des outils et méthodes de facilitation de l'intelligence collective qui me permettent notamment de tisser davantage de liens de confiance et de solidarités.

Vulgariser les données pour aider à monter en compétences – Les salariées de Solenciel ont pour l'essentiel un niveau de français très bas, des notions en mathématiques ne leur permettant pas de comprendre des notions de ratio, de pourcentage... et pourtant il faut les accompagner pour monter en compétences, notamment en gestion financière. Chaque réunion est en soi une petite formation où on prend le temps d'expliquer, de ré-expliquer, de trouver des chemins détournés pour rendre compréhensible ce qui ne l'est pas d'emblée. Nous faisons un gros travail de vulgarisation de la donnée : la donnée doit être délivrée et comprise pour que les équipes soient autonomes et prennent des décisions, elle doit donc être accessible et compréhensible pour toutes. Nous nous appuyons aussi sur le groupe lui-même : parfois les équipes sont composées de personnes qui sont là depuis plus longtemps ou qui ont fait des études et ont un niveau de compréhension plus élevé et qui peuvent elles-mêmes retraduire avec leurs mots, leurs éléments culturels ou même leur langue d'origine pour aider tout le monde à comprendre ».

UNE ASSOCIATION EN PLEINE MUTATION : ENTRE VOLONTÉ POLITIQUE ET RÉALITÉ DU SECTEUR

Passage d'un modèle économique sans subvention à un double agrément

« Nous fonctionnons aujourd'hui avec **un principe de base très proche d'une entreprise classique** puisque c'est le chiffre d'affaires qui paie l'activité économique : salaires, matériel, produits, loyers,...

Ce modèle s'est construit initialement car nous n'avions pas de subventions et nous pensons aujourd'hui qu'il faut que nous gardions cela en place, ne serait-ce que pour la fierté que cela produit de percevoir un salaire directement lié à l'activité économique réalisée.

En complément, **nous avons toujours besoin de fondations privées**, notamment pour nous aider à ouvrir des antennes dans de nouvelles villes. Afin d'assurer l'amorçage, notamment du coup commercial de la création d'une antenne durant les 2 premières années, il nous faut 100 000 euros. Ces 100 000 euros permettent de payer le salaire du commercial, d'embaucher des salariées, et quand le nombre de salariées atteint une quinzaine de personnes, nous arrivons ensuite à l'équilibre, c'est-à-dire que le chiffre d'affaires du nettoyage couvre alors l'ensemble des frais.

La transformation en entreprise d'insertion - Nous sommes en train de faire une demande d'agrément pour passer en entreprise d'insertion et la démarche est plutôt bien engagée. Nous ne pouvions pas le faire au démarrage du projet puisque, si nous avions une dérogation pour embaucher des demandeurs d'asiles, cette dérogation ne nous octroyait pas le droit d'aller jusqu'à leur proposer des contrats aidés ou des contrats d'insertion. Actuellement, la moitié de nos salariées ont obtenu leurs papiers et sont donc régularisées, elles pourraient alors « basculer » dans la partie entreprise d'insertion. Cet agrément génèrera automatiquement des subventions à hauteur de 10 000 euros par an par équivalent temps plein. L'idée est d'utiliser cet argent, non pas pour l'activité économique puisque nous n'en n'avons pas besoin, mais pour **renforcer l'accompagnement des personnes** sur leur insertion sociale et pour préparer « l'après » Solenciel. Une partie des activités qui jusque-là repose sur des bénévoles (aide au CV, à la recherche d'embauche, construction du projet professionnel, mobilisation des droits à la formation...) pourrait alors être prise en charge par des professionnels comme des Conseillers en Insertion Professionnelle par exemple. Cette transformation en entreprise d'insertion pourrait également nous permettre de **payer les salariées sur les temps de formation** qui sont aujourd'hui non rémunérés. Nous avons déjà reçu une subvention préalable à notre agrément d'entreprise d'insertion pour nous aider à recruter sur un poste de Conseiller.ère en Insertion Professionnelle et le recrutement est en cours.

L'agrément « parcours de sortie de prostitution » - Par ailleurs, nous avons fait une autre demande pour un agrément sur un dispositif qui s'appelle **les parcours de sortie de prostitution**. Ce dispositif permet à toute personne qui souhaite sortir de la prostitution, d'obtenir immédiatement une régularisation de sa situation administrative, sans même parler de demandes d'asiles qui sont très longues. Elles ont l'obtention immédiate d'un titre de séjour provisoire. La condition étant que l'association agréée s'engage sur un accompagnement global de la personne, au-delà de l'accompagnement à de l'insertion professionnelle. Cela nécessite pour nous de travailler également à la mise en place d'un **accompagnement social** et donc une monter en compétences et en moyens supplémentaires.

Ces demandes d'agrément que nous faisons, au-delà de notre souhait d'accompagner globalement les personnes, c'est aussi parce que nos partenaires sont « sous l'eau »... Les structures spécialisées sont débordées et de plus en plus de femmes qui postulent chez nous ne sont pas accompagnées par des travailleurs sociaux, qui nous disent manquer de places pour les accueillir.

Nous sommes également face à des publics que nous ne pouvons aujourd'hui pas embaucher (femmes analphabètes ou dans l'incapacité de tenir une productivité suffisante) et un double agrément entreprise d'insertion et « parcours de sortie de prostitution » devrait nous permettre de développer cet accueil. Il faudra alors que les équipes acceptent en leur sein une partie du travail subventionné avec peut être moins de productivité à la clé mais en lien avec notre vocation d'aller chercher les personnes les plus éloignées de l'emploi. »

UNE ASSOCIATION EN PLEINE MUTATION : ENTRE VOLONTÉ POLITIQUE ET RÉALITÉ DU SECTEUR (SUITE)

Un enjeu fort auquel nous sommes confrontés est la bascule de la prostitution sur internet. Comment aider des personnes qui aujourd'hui, de plus en plus, se prostituent seules dans leur chambre ou leur appartement et qui sont « invisibles » ?

Certains de nos partenaires ont commencé des maraudes numériques mais c'est très compliqué... Quand on envoie des SMS sur des numéros de petites annonces, ce sont les proxénètes qui sont derrière. Et à l'inverse, celles qui ont le message en direct sont plutôt des femmes françaises pour lesquelles Solenciel ne représente pas autant une opportunité de sortie.

Une évolution de la prostitution à laquelle il va falloir nous adapter

ET SOLENCIEL DANS 5 ANS ?

Que nous n'existions plus... et que la prostitution n'existe plus !

Et comme malheureusement ce ne sera pas le cas, l'idéal serait de nous développer dans différentes villes pour aller répondre à des besoins non couverts, à des personnes laissées sans solution.

Continuer à nous développer dans cette auto-gouvernance, dans la **prise en main de Solenciel par les équipes.**

Que nous sortions de la solution unique de l'insertion par le nettoyage, **que nous arrivions à nous diversifier.**

Que les salariées parlent toutes français en sortant de Solenciel parce que cela reste un élément d'insertion déterminant.



PROJETS À LA LOUPE

RENCONT'ROMS NOUS

La parole aux premiers concernés

*Interview de Nathanaël Vignaud
Coordinateur et président de l'association*

Rencont'Roms-nous est une association toulousaine, qui a pour objectif de (re) donner la parole aux premiers concernés, les habitants Roms du terrain de la Flambère, et de lutter contre les discriminations, en remettant les personnes au cœur de l'action. Elle a été co-fondée en 2013 par Nathanaël Vignaud dans le cadre d'un projet étudiant. La démarche initiale était culturelle et inclusive, pour créer des projets avec les Roms et non pas sur les Roms.

Depuis, et si le bidonville a vu quelques améliorations en 15 ans, l'association a parcouru un long chemin : elle a renforcé son action culturelle et s'est engagée sur les volets de l'éducation et de l'insertion professionnelle avec les jeunes du terrain. Rencontre avec Nathanaël pour comprendre l'intérêt et la portée de cette démarche participative, porteuse d'émancipation pour tous les habitants.

Propos recueillis par le Campus des Solidarités, le 23 nov. 2021

Crédits photo : Rencont'Roms-nous

1 PROJET EN 3 VOLETS

La culture, le cœur historique de l'association

« L'association s'est lancée sur le terrain de la Flambère à Toulouse, sur lequel il y avait au départ 220 personnes, pour 170 aujourd'hui. Dès le départ, on a constaté que cette activité culturelle manquait et qu'il y avait un réel besoin de la part des habitants. On a pérennisé l'association en développant le projet culturel autour de 2 axes :

- La diffusion des cultures tsiganes, de plus en plus portée et animée par les habitants.
- L'ouverture culturelle, notamment des jeunes vers de nouveaux univers (le théâtre, la photo, la danse, etc.). Cela comprend des sorties culturelles, des actions qui font participer les jeunes à la vie sociale, à la vie culturelle, et à la vie du territoire. »

L'éducation, un enjeu renforcé autour d'un nouveau métier

« On a lancé depuis 2017 un volet éducation dans nos actions, qui s'est renforcé depuis 2020. Andrei Nicolai, déjà salarié de l'association, est devenu notre médiateur scolaire et prend en charge le suivi scolaire des 45 enfants du terrain. Nous sommes aujourd'hui présents tous les jours après un long travail souterrain sur ce volet d'éducation.

L'association offre un tremplin vers l'insertion professionnelle

Rencont'Roms-nous compte 3 jeunes salariés et 5 volontaires en service civique. Tous sont des jeunes du terrain, qu'on accompagne pour que ce soit un tremplin pour leur insertion socio-professionnelle. Et l'équipe d'aujourd'hui, ce sont des enfants que j'ai connus il y a 8 ans. L'accompagnement s'est fait dans la durée et donne aujourd'hui des envies et des exemples aux petits.



Et ton rôle dans ce projet, Nathanaël ?

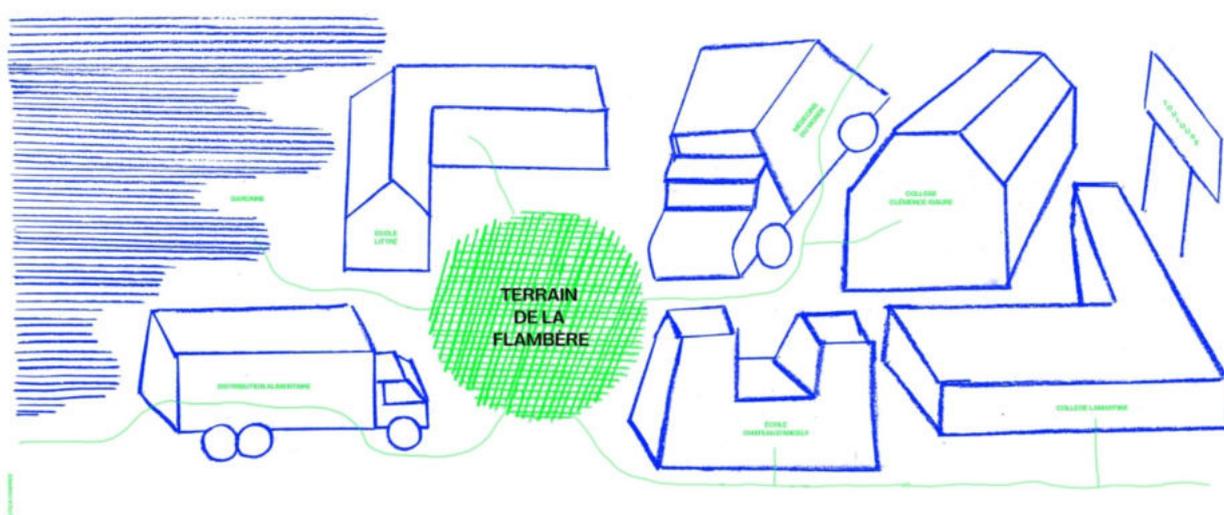
« Je suis le président coordinateur de l'association. Mon rôle est d'impulser les projets avec les jeunes et de gérer la partie administrative. Je suis présent mais de moins en moins et différemment. Mais je les accompagne en leur disant constamment de faire comme si je n'étais plus là demain. Car à terme, c'est l'objectif. Je veux qu'ils prennent conscience qu'ils ont les capacités de faire sans moi. »

LE BIDONVILLE DE LA FLAMBÈRE & SES HABITANTS

Les Roms de la Flambère ne sont pas « les Roms » - « La première précaution que je veux prendre est de dire que je ne parlerai que des jeunes du terrain de la Flambère, pour ne pas faire de généralités sur les jeunes Roms. Toutes les personnes qui vivent en bidonville en France ne sont pas Roms. Et tous les roms ne vivent pas en habitat précaire. A Rencont'Roms nous, nous essayons de ne parler que de ce qu'on connaît. »

La Flambère, c'est un « bidonville » - « La Flambère va bientôt fêter ce triste anniversaire de ses 15 ans d'existence. C'est un bidonville : il n'y a par exemple pas de sanitaire, pas de toilette entretenue. Nous sommes proches du centre-ville de Toulouse. Les conditions de vie y sont déplorables. Si ça s'est un peu structuré et amélioré en 15 ans, ça reste un bidonville avec tout son quotidien précaire ».

Situation politique et sociale des habitants - « Quand nous sommes arrivés en 2013, les citoyens bulgares et roumains n'avaient pas le droit de travailler en France. Avant l'obtention de ce plein droit européen en 2014, très peu d'habitants de la Flambère travaillaient. Et en l'absence de revenus, ils se tournaient vers la mendicité notamment. Quant aux enfants, leur quotidien était entre le terrain, la mendicité, et l'école parfois pour les plus jeunes qui y allaient. Notre association leur a proposé une ouverture possible, non seulement culturelle, mais aussi sur la ville. »



Un accompagnement rendu possible dans la durée - « La Flambère est un terrain qui est conventionné par la Mairie de Toulouse et qui n'est donc pas expulsable. Cette stabilité relative nous donne l'avantage de travailler dans la sérénité. SOLIHA a été mandatée par la Mairie, depuis 2015, pour le suivi socio-professionnel, l'accès au logement, à l'emploi et à la scolarité des enfants. »

Les Roms ne sont pas nomades, et il faut le rappeler. Ils ne veulent pas voyager mais vivre en appartement comme tout le monde. Il y a un désir d'inclusion, d'intégration. Mais le parc social est saturé et c'est compliqué. Certaines familles ont tout de même pu être relogées, ce qui a libéré de l'espace.. et ce sont alors d'autres familles, les cousins, les frères et sœurs qui ont rejoint le terrain. Toutes viennent du même village en Roumanie et se connaissent. »

La langue, une barrière qui tombe progressivement - « Globalement le niveau est plutôt bon à la Flambère, excepté pour quelques adultes et pour les personnes âgées. Et comme environ une personne de chaque famille travaille sur le terrain, l'apprentissage du français progresse. Les jeunes dans l'association sont tous passés à minima par l'école malgré des parcours parfois chaotiques. Il y reste quelques jeunes à la marge qui ne parlent pas trop français, mais souvent parce qu'ils sont arrivés il y a peu de temps. »

LE BIDONVILLE DE LA FLAMBÈRE, & SES HABITANTS (SUITE)

Le quartier et les riverains - « Il existe quelques tensions avec les riverains, plus ou moins graves, et avérées. Et les habitants du terrain ne sont pas tout blancs en la matière. Mais globalement, le racisme et les discriminations se perçoivent assez facilement à l'encontre des Roms et il y a des formes de rejet de la part des riverains. Une des familles avait été par exemple relogée en appartement dans un autre quartier de Toulouse, mais elle est revenue sur le terrain car elle a fait l'objet de menaces de mort de la part de voisins. C'est une réalité. L'autre réalité, c'est qu'il y a aussi des personnes très sympathiques qui les accueillent et qu'il y a une volonté de leur part de s'insérer et d'être le plus discrets possibles. Nous menons en tout cas un travail avec les associations autour pour que les habitants du terrain reprennent eux-mêmes possession du quartier. »

Rencont'Roms-nous, à l'interface avec les institutions - « Pendant quelques années, nous avons peiné à nous faire reconnaître comme association et acteur de terrain légitime. On a toujours préféré ne pas avoir la reconnaissance des institutions et garder notre morale et nos valeurs pour nous.

Mais grâce à cette tendance de remettre les premiers concernés au cœur des actions, les institutions sont passées par nous de plus en plus pour porter des messages auprès des habitants. La mairie a vu que certains choix faits pour l'aménagement du terrain étaient mieux acceptés et reconnus quand ça se passait avec les habitants.

Et depuis le premier confinement, comme l'association est restée présente tout du long, un tournant s'est amorcé dans la relation avec les partenaires et les institutions. Les travailleurs sociaux étaient confinés alors que l'association et les jeunes sont restés présents en continu et ont fait un gros travail quotidien pour gérer la crise sanitaire au mieux. Les institutions ont été obligées de le voir. De voir que ce sont les jeunes qui ont décidé de prendre ce risque et qui l'ont endossé dans la durée. »



PARTICIPATION DES JEUNES, LA DÉMARCHE RENCONT'ROMS-NOUS

Sortir de la stigmatisation collective et prendre sa place d'individu, un défi quotidien pour les jeunes

La lutte contre les préjugés, incarnée par les premiers concernés - « Depuis quelques années, la lutte contre le racisme et les discriminations a beaucoup plus d'impact quand ce sont les premiers concernés qui la portent. Et quand on fait intervenir des habitants du terrain dans des projets culturels, ce n'est pas seulement pour les faire sortir, c'est pour qu'il puisse se passer quelque chose *humainement parlant*. C'est-à-dire que les citoyens, le grand public, voient les habitants autrement que comme des Roms qui font la manche, qui sont au feu à laver les pare-brises ou qui volent. Ces moments sont festifs et conviviaux et permettent justement que le public connaisse mieux les habitants, à travers des histoires, des récits, des paroles, portés directement par les jeunes et ce, dans des cadres très variés. C'est en ça que la culture est un instrument très fort, qui permet de changer les regards. »

Toucher, au-delà des convaincus - « Une des limites qu'on rencontre, est que ce sont souvent des personnes déjà convaincues qui viennent. Donc nous essayons de parcourir la ville, le territoire, d'investir des formes différentes pour que les jeunes aillent chercher des personnes qui ne seraient pas naturellement convaincues. Toucher les plus éloignés, ça passe aussi par un travail que nous menons en partenariat avec plein de structures extérieures pour que chacune mobilise son réseau et son public... et en passant par le public du partenaire impliqué, ça force un peu la rencontre. »

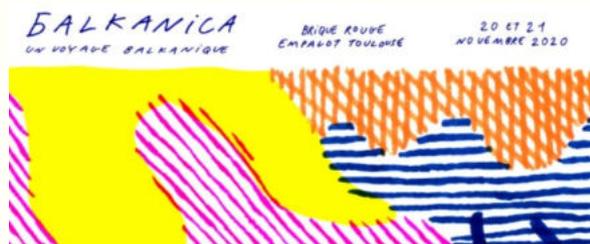
Des projets forçant la rencontre entre publics éloignés - « Nous venons de participer au festival Balkanica pour lequel nous avons travaillé avec la MJC Toulouse-Empalot, qui est un quartier prioritaire à Toulouse. Il faut savoir qu'il y a beaucoup de préjugés et de discriminations à l'égard des Roms

au sein des populations vivant dans ces quartiers. Et les Roms du terrain, aussi, ont beaucoup de préjugés à leur égard, notamment vis-à-vis des musulmans et des arabes. L'idée était donc de créer des projets artistiques et culturels communs pour les jeunes. Et ça marche, mais ça prend évidemment du temps... tout ne se fait pas en un seul projet.



On mène un projet similaire autour de la danse depuis quelques années : on a fait participer des jeunes filles du terrain de la Flambère à un projet de danse existant sur le quartier de Bellefontaine. Elles se sont mélangées avec des jeunes maghrébines et musulmanes. Au début du projet en 2016, il y avait 2 groupes bien distincts : les jeunes du terrain et celles du quartier Bellefontaine. Et le contact n'est pas bien passé du tout au début, elles s'insultaient mutuellement. Puis petit à petit les 2 groupes en ont fait 1 seul, qui fonctionne très bien désormais.

Sur le quartier de la Flambère, on travaille aussi avec la MJC et l'Espace de Vie Sociale sur des événements qui permettent de mélanger le public. Et fin octobre dernier, les jeunes ont fait une représentation de leur pièce de théâtre dans un quartier derrière la gare à Toulouse, devant des gens qu'on ne connaissait pas. Donc on essaie de faire des actions différentes, de tailles différentes, dans plein de lieux, des lieux de vie comme des lieux culturels plus marqués. L'idée est de diversifier les espaces et les projets pour diversifier les cibles potentielles, et toucher un plus grand nombre de personnes. »



PARTICIPATION DES JEUNES, LA DÉMARCHE RENCONT'ROMS-NOUS (SUITE)

S'émanciper, ça veut dire quoi pour un jeune Rom de la Flambère ?

Une prise de conscience de son potentiel individuel - « Tout le travail de l'association est tourné vers l'objectif que les jeunes prennent conscience de leur potentiel. S'émanciper passe par savoir qui on est, ce qu'on veut faire, et par se donner les moyens d'agir sur sa vie. Choisir la vie qu'on entend pour soi-même. L'association cherche donc à leur donner un maximum d'outils pour se questionner et choisir les bonnes voies pour eux. »

Le droit à l'erreur - « Nous donnons aussi ces outils dans le but qu'ils essaient. Nous travaillons comme ça dans les projets culturels que nous menons : on ne sait pas s'ils vont marcher mais on décide d'essayer. On n'a pas peur de l'échec ou des projets qui ne fonctionnent pas. »

Oser s'approprier sa ville - « L'association dit aux jeunes : « vous êtes libres ». Un de nos constats était qu'ils ne connaissaient pas leur ville. Or, pour se sentir citoyen, il faut s'approprier sa ville. C'est pour ça qu'on parcourt avec eux le territoire : pour leur montrer que ce n'est pas parce qu'ils habitent dans un bidonville, qu'ils n'ont pas le

droit d'aller en centre-ville, qu'ils n'ont pas le droit d'aller dans un musée, de faire telle ou telle activité. Les aider à s'émanciper, c'est leur donner des clefs pour se déplacer, et qu'ils aient cette envie de découvrir leur patrimoine et faire tout ce qu'ils s'interdisaient. »

Prendre conscience de leur place et porter leurs revendications dans la société - « Nous avons commencé à travailler sur l'idée « d'apprendre à lire une info », pour décrypter les infos sur internet notamment et apprendre à ne pas tout prendre pour vrai. Les jeunes parlent spontanément beaucoup d'Eric Zemmour et de Marine Le Pen. Ils sont marqués et ont un peu peur à certains égards. On est donc amené à parler politique et orientations politiques sans que nous ne cherchions à les influencer sur qui voter. Mais d'eux-mêmes ils en parlent et prennent conscience qu'ils ont un rôle à jouer dans la lutte contre le racisme et les discriminations. C'est une avancée en termes d'émancipation : ils sont des acteurs et pas des faire-valoir. Ils ne sont pas là juste pour témoigner des discriminations. Ils agissent et c'est ça qui est important. »

Susciter chez les jeunes le désir de participer

Un tournant grâce à l'engagement des jeunes en service civique - « On ne s'est jamais posé la question de comment générer de la participation. Ça s'est fait progressivement et assez naturellement dès le début. Mais il y a eu un tournant en 2018 quand on a accueilli le premier jeune en service civique. Il était donc obligé de participer car engagé auprès de l'association. Et on a proposé ces volontariats car il y avait une demande des jeunes à être de l'autre côté de la barrière : quand on faisait des sorties culturelles pour les petits, il y avait toujours des grands qui souhaitaient accompagner. Ils avaient le souvenir de ce qu'ils faisaient quand ils étaient petits avec l'association et souhaitaient y participer à nouveau, mais du côté accompagnant. C'était un moyen pour eux de sortir du bidonville. Pour moi ça se passait toujours très bien avec les enfants, mais j'ai vu qu'il y avait une autre dynamique, il se passait autre chose de plus quand les plus grands étaient avec moi dans les ateliers. »

PARTICIPATION DES JEUNES, LA DÉMARCHE RENCONT'ROMS-NOUS (SUITE)



Du pilotage de projet au porte-parolat, un engagement complet pour les volontaires -

« Désormais on forme les jeunes en service civique à la gestion de projet : chacun propose une action dans le cadre de son contrat et la pilote. Et leur rôle se renforce depuis 2018 : ils ne sont plus seulement organisateurs, concepteurs d'actions : ils prennent la parole en public, ils sont les principaux ambassadeurs de la lutte contre le racisme et les discriminations. Ce sont eux qui répondent aux journalistes, qui vont à la radio, qui animent des débats sur les projections de film. »



Le parcours exemplaire d'Andrei - « Andrei était au collège et avait un stage d'observation à faire. Il a très rapidement arrêté celui qu'il faisait à Carrefour et est revenu vers nous avec son souvenir des sorties qu'il faisait avec nous enfant et son souhait désormais de revenir vers nous du côté accompagnant. Et cette expérience a été une révélation pour lui : il a adoré le travail avec les enfants. Après 2 ou 3 stages avec nous, il est devenu volontaire en service civique et a travaillé pour exercer ce métier. Il nous a fait part de son souhait d'être embauché, mais nous étions trop petit comme association à l'époque. On a mis 1 an et demi mais on a trouvé les fonds pour son contrat. Et on a pu le salarier en 2020 ! »

Au sujet des écueils à lever pour faire participer toutes et tous

Communiquer sur le sens des projets - « Un écueil est celui du *one shot* des projets. Ce n'est pas facile de faire comprendre aux parents que faire un stage de danse, participer à un spectacle... ce n'est pas juste de l'animation et de l'occupation des enfants pour se faire plaisir. Il y a du sens derrière et un travail souterrain pour leur émancipation. Quand on fait participer les plus grands, il est important d'y mettre du sens et de faire comprendre pourquoi on fait participer et pourquoi les jeunes veulent participer. Mais nous sommes dans un jargon qui n'est pas toujours facile à faire comprendre aux parents. Et moi je ne vais pas plaquer ces objectifs et les imposer à la personne qui va participer. Du coup il nous faut être dans ce dialogue permanent et dans la co-construction pour que ces actions réussissent. Mais c'est progressivement rendu plus facile parce que les volontaires en services civiques font ce travail de lien et recueillent aussi les attentes des familles. Ils font les médiateurs. »

PARTICIPATION DES JEUNES, LA DÉMARCHE RENCONT'ROMS-NOUS (SUITE)



Des petits vers les plus grands, une stratégie au long cours

- « Le processus de la participation est très long. Et ce ne sont pas tous les habitants qui participent. Nous avons pris le parti de passer par les enfants au début en 2013, parce que ce sont ceux qui participent le plus facilement, quel que soit le public d'ailleurs. On a donc travaillé la participation des enfants et grignoté petit à petit vers les plus grands, comme les 15-25 ans avec qui on travaille avec les services civiques. Et on est en train de toucher de plus en plus les parents, même si ça reste encore très à la marge. On n'en est qu'au début. »

Une participation plus évidente ou plus visible chez les garçons

- « Nous avons régulièrement des filles qui sont volontaires en service civique. Mais on ne s'impose pas la parité, on fait en fonction des opportunités. Les filles volontaires veulent en général moins s'afficher que les garçons, sur la prise de parole et les photos. Cela peut donner l'impression qu'elles sont moins présentes, mais on respecte leur choix. C'est un axe de travail pour nous car c'est effectivement moins naturel pour elles, et il y a des aspects culturels qui expliquent cela. On n'a pas la prétention de tout changer, ce n'est pas notre rôle. Et autant les jeunes en service civique peuvent faire de la médiation avec leurs parents, autant c'est plus difficile sur des sujets comme ça parce qu'ils sont eux-mêmes tiraillés entre leur propre culture et ces attendus. Mais le travail avec d'autres partenaires permet de leur offrir cette ouverture et cette évolution lente. »



LA CULTURE, UN LEVIER INCONTOURNABLE POUR L'ÉMANCIPATION DES JEUNES

Les précautions indispensables dans la diffusion des cultures Roms - « Le risque de la folklorisation, c'est une question que l'on se pose tout le temps. Montrer pour montrer n'a pas d'intérêt. Et je pense justement que la participation empêche cet écueil. Quand on est arrivé en 2013, des événements sur la culture tsigane, il y en avait beaucoup ! Mais très peu se faisaient avec des Tsiganes ou des Roms. On essaie, pour notre part de lutter contre ce risque, en mettant les habitants au cœur de ces actions. Dans nos événements de diffusion de culture tsigane, il y a toujours des temps de rencontres et d'échanges. Et quand on conçoit les projets, c'est toujours dans le dialogue : que veulent-ils montrer ou ne pas montrer, dire ou ne pas dire ? Et il ne s'agit pas là de cacher ou dissimuler des parts de réalité. Mais il y a des aspects de la culture qu'ils veulent garder en toute intimité et il faut le respecter. On travaille sur ce dont ils sont fiers et qu'ils souhaitent porter. On ne leur dit pas « On veut qu'à la fin, ce soit ça le message ! ». Ils ne sont pas nos porte-parole. »



Ce que les jeunes expriment dans les créations culturelles et artistiques –

« Avant de s'exprimer, ils prennent déjà conscience qu'ils peuvent exprimer. Dans tous les projets, il y a ce travail de prise de confiance en soi. Nous allons les titiller sur ce qu'ils peuvent faire, on fait des jeux pour qu'ils se lancent. Sur le projet théâtre, aucun n'en avait fait avant. Et au début, ce n'est pas évident de se lancer dans de l'improvisation, ils ne savent pas quoi raconter, quoi faire. Ils sont donc partis de ce qu'ils connaissaient, de ce qu'ils aimaient, ce qu'ils regardaient... et spontanément, ils sont partis sur du Charlie

Chaplin, et personne ne savait auparavant qu'ils connaissaient l'artiste. De « je ne sais rien faire », ils sont montés en compétence en 5 mois de travail avec une artiste, et ont monté une pièce de 40 minutes. Ils se sont découverts du talent. Alberto nous a dit : « J'ai appris que je pouvais faire rire les gens. »

Apprendre à faire des ponts entre son parcours

individuel et le collectif – « Nous avons travaillé avec la prise de parole et le récit, pour apprendre à raconter son histoire et savoir surtout ce qu'on souhaite en dire. Maintenant qu'ils maîtrisent des prises de parole en public, on va pouvoir aller plus loin dans ce travail. Nous avons réfléchi avec eux à la question : « Comment faire de son histoire une force ? », et cela passe par le développement d'une argumentation plus poussée et d'un discours plus percutant, par la démarche de s'appuyer sur des faits, parfois sur des chiffres, et des argumentaires plus construits. Et l'exercice peut se faire sans plaquer des messages tout prêts. L'enjeu est de leur donner tous les outils et toutes les armes pour qu'ils ne soient plus seulement en posture de témoigner, mais aussi de déconstruire des préjugés et des discours stigmatisants. »



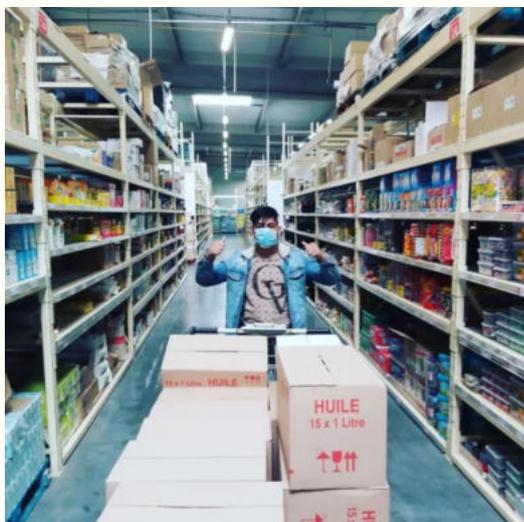
LA MÉDIATION SCOLAIRE, UN TOURNANT DANS LES ENJEUX ÉDUCATIFS À LA FLAMBÈRE

Retour sur une journée décisive, de rencontre inédite avec les professionnels de l'éducation concernés.

« Un petit historique est nécessaire pour comprendre la genèse de l'arrivée d'un médiateur scolaire sur le terrain. SOLIHA était présente depuis le conventionnement du terrain et avait le volet éducation dans son cahier des charges, avec l'accompagnement socio-professionnel. Mais dès 2017, nous travaillions déjà à la marge sur ce volet, en lien notamment avec le CASNAV*, avec qui nous avons organisé une journée de rencontres professionnelles sur la scolarisation. Ils avaient mobilisé une cinquantaine d'acteurs de l'Éducation nationale et nous avons, de notre côté,

mobilisé une cinquantaine d'acteurs locaux (habitants, associations, institutions). Jamais encore en France n'avaient eu lieu de tels échanges avec tous les acteurs, sur les obstacles et freins, et sur l'esquisse des solutions. Étaient présents deux établissements scolaires où étaient inscrits des jeunes du terrain. Et nous rencontrer durant cette journée, nous a permis de commencer à travailler avec ces établissements sur des projets culturels. La scolarité des jeunes était alors un peu en dents-de-scie. Mais nous n'avions pas la main sur leur suivi scolaire, à la charge de SOLIHA alors. Pourtant, petit à petit, entre 2018 et 2020, de manière très souterraine, très informelle, et parcellaire, les établissements ont commencé à nous solliciter pour tel élève, tel dossier, pour avoir de l'info, pour contacter les parents... »

*CASNAV: le centre académique pour la scolarisation des enfants allophones nouvellement arrivés et des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs, est une structure d'expertise académique qui mobilise tous les dispositifs pour organiser au mieux la scolarité des publics allophones et itinérants.



Le tournant : la continuité pédagogique assurée par l'association durant le confinement

Une présence nécessaire face à 3 urgences -

Lors du premier confinement de 2020, SOLIHA était absente du terrain. Avec l'accord des jeunes, nous ne sommes pas restés confinés face aux trop grands besoins du terrain. Et on a complètement réadapté nos missions pour répondre à la première urgence sanitaire et sociale. Il fallait sensibiliser les habitants aux gestes

barrières, leur diffuser l'information. On ne savait rien, tout le monde avait peur. La deuxième urgence était l'aide alimentaire, car les gens n'avaient plus de travail, plus de revenu, certains ne pouvaient plus aller faire la manche. Et la troisième urgence était la continuité pédagogique car les enfants n'avaient pas d'ordinateur, pas de connexion internet, pas de possibilité de suivre à distance une scolarité.

LA MÉDIATION SCOLAIRE, UN TOURNANT DANS LES ENJEUX ÉDUCATIFS À LA FLAMBÈRE (SUITE)

Un état des lieux de la scolarisation à la Flambère -

« On a commencé par réaliser un état des lieux du terrain qui n'avait pas été actualisé depuis 2015. L'idée était de voir le nombre d'enfants présents sur le terrain, le nombre d'enfants inscrits et ceux qui n'étaient pas inscrits à l'école. Notre premier constat était que tous les enfants n'y étaient pas. N'avaient été accompagnées que les familles présentes sur le terrain à l'arrivée de SOLIHA. Comme les nouvelles familles n'étaient pas accompagnées, les enfants n'étaient pas inscrits à l'école. Le deuxième constat était que même parmi les enfants inscrits (70% environ), tous n'allaient pas pour autant à l'école. »



Un lien au quotidien entre les enfants et les établissements durant le confinement -

« On a donc mis en place la continuité pédagogique sur le terrain : pour ça, on est allé voir les 8 établissements, pour aller chercher les enveloppes et les remettre aux enfants... qui nous ont rapidement dit qu'ils ne savaient pas, seuls, comment s'en saisir. Alors on a aussi mis en place sur le bidonville un accompagnement scolaire. La Ville nous a autorisés à investir un Algeco non utilisé sur le terrain, qu'on a transformé en une petite classe, où 2 fois par semaine, avec l'aide précieuse d'étudiantes, on aidait les enfants à faire leurs devoirs remis par les établissements. Étaient présents tous ceux qui étaient inscrits à l'école mais aussi les non-inscrits à l'origine. On a le souvenir d'avoir appris à des enfants à écrire leur prénom pour la première fois.

Cette expérience durant le confinement a permis de démontrer que l'association avait tout à fait les épaules pour s'emparer davantage de l'éducation. »

Une fenêtre d'opportunité : une enveloppe DIHAL* nouvellement dédiée à la médiation scolaire.

« Sur son enveloppe de 8 millions d'euros, la DIHAL a décidé d'en dédier 1 million à la médiation scolaire pour financer de nouveaux postes. Nous ne nous étions jamais posés sur cette question mais pendant le confinement, la DIHAL nous a repérés et renvoyé que notre manière de faire correspondait à la médiation scolaire. Donc on a déposé un dossier et obtenu un poste de médiateur scolaire, qui a été confié à Andrei depuis août 2020, il est devenu médiateur scolaire. »

**Délégation Interministérielle à l'hébergement et à l'accès au Logement - La DIHAL est chargée d'assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre des priorités de l'Etat en matière d'hébergement et d'accès au logement des personnes sans-abri ou mal logées.*



LA MÉDIATION SCOLAIRE, UN TOURNANT DANS LES ENJEUX ÉDUCATIFS À LA FLAMBÈRE (SUITE)

Médiation scolaire à la Flambère, un projet bâti sur 3 piliers :

« *aller à l'école, rester à l'école, réussir à l'école.* »

« On est parti de 2 constats : les enfants ne sont pas tous inscrits à l'école, et quand ils sont inscrits, ils n'y vont pas forcément. Ce sont ces deux constats qui nous ont amenés à construire le projet autour de ses 3 axes :

Aller à l'école : cet objectif renvoie à tout ce qui concerne l'inscription scolaire, les démarches administratives et les freins aux déplacements. L'enjeu était d'activer tous les dispositifs et mécanismes possibles, comme la gratuité pour les déplacements pour les enfants de moins de 6 ans.

Rester et réussir : Comment faire pour qu'une fois à l'école, les enfants s'y sentent bien et accueillis ? « Réussir » ne renvoie pas à avoir les meilleures notes, mais à permettre aux enfants de se projeter, de profiter de l'école pour acquérir un maximum de connaissances, de savoir-être et de savoir-faire pour leur vie professionnelle future. A commencer par savoir que la vie professionnelle n'est pas que du nettoyage. On veut qu'ils se donnent un maximum de chances pour réaliser leurs rêves. La médiation scolaire doit donner et redonner le droit de rêver aux enfants.

La mise en œuvre de cet enjeu de « rester et réussir », passe par les échanges avec les équipes enseignantes, les établissements scolaires, au sein des réunions de suivi.

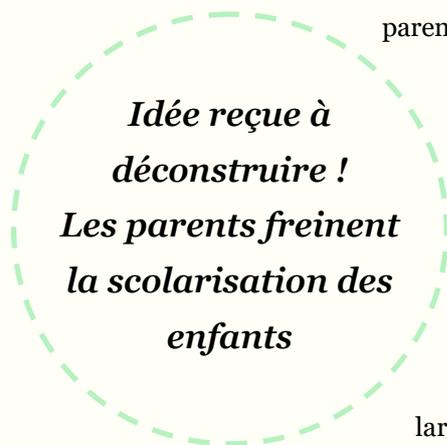
Cela passe aussi par la création de liens entre nos projets culturels et l'école, pour que les enfants trouvent un écho aux projets auxquels ils participent, au sein de l'école. Mais aussi pour qu'à la faveur de ces projets, se mélangent les enfants du terrain ou les autres enfants.

Et enfin, ça passe aussi par le soutien scolaire qu'on a pérennisé : l'association met en place de l'aide aux devoirs 2h après l'école 2 fois par semaine. »



LA MÉDIATION SCOLAIRE, UN TOURNANT DANS LES ENJEUX ÉDUCATIFS À LA FLAMBÈRE (SUITE)

Un dernier axe incontournable : réimpliquer les parents - On a le souci permanent de ne pas faire à la place des parents et de les mettre au cœur des projets. D'ailleurs, ce travail qu'on a avec eux à travers l'école, facilite aussi doucement l'implication des adultes dans les projets culturels. Un autre lien s'est créé et permet d'élargir le spectre de la participation.



« Le préjugé selon lequel les parents Roms sont un frein à la scolarisation des enfants est faux. Déjà, factuellement, tous les enfants du terrain sont maintenant scolarisés, ce chiffre parle de lui-même. Ensuite, tous les parents tiennent un discours de regret de n'avoir eux-mêmes pas eu la chance d'aller à l'école et aujourd'hui d'en pâtir, de ne pas parler bien français, de devoir être dans des emplois précaires quand ils en ont. Ils veulent un meilleur avenir pour leurs enfants, et c'est une des motivations fondamentales de leur migration vers la France.

Un deuxième signe de ce souhait des parents s'observe sur le terrain et certainement plus largement : les parents des collégiens les amènent tous les jours à l'école. Il y a de l'absentéisme des enfants mais ils sèchent une fois qu'ils sont à l'école, sans que les parents ne soient toujours au courant. Et 95% des parents sont allés à l'école pour les réunions avec les équipes éducatives. Le problème ne vient pas des parents. Ils sont parfois démunis quand les enfants ne veulent pas y aller.

Mais ils ont un discours incitateur. »

La mise en œuvre concrète de la médiation par Andrei

« La mise en œuvre du projet n'a pas été facile pour lui. C'est un métier qui a beaucoup de facettes et qui est tout nouveau. Personne n'est encore d'accord sur le périmètre du médiateur scolaire : que fait-il et que ne fait-il pas ?

Et Andrei a une force et un frein : il est du terrain. Il représente à la fois le cadre extérieur et l'intérieur. Il endosse parfois un discours et une posture qui peuvent aller à l'encontre de sa culture.

C'est aussi complexe au niveau administratif : ce métier demande d'écrire, de rendre des comptes. Ce sont des choses qu'il ne maîtrise pas tout le temps.

Mais notre projet quand on le compare à d'autres, est assez encourageant, avec des résultats concluants. On est en train de travailler sur des formations pour s'outiller collectivement : on a contacté Cofrimi pour une formation collective sur mesure sur de la médiation scolaire, avec des psychologues, des médiateurs. »

PORTÉE POLITIQUE DES ACTIONS DE RENCONT'ROMS-NOUS

Partir de l'action de terrain, avant de revendiquer - « On fait du plaidoyer politique mais notre parti pris est de le construire à partir de concret et de terrain. Je préfère faire, tester et expérimenter avant de revendiquer. Je préfère qu'on soit une asso de terrain plutôt que de plaidoyer, même si ce n'est pas incompatible. D'ailleurs les jeunes participent à la campagne #Ecole pour tous, Rencontre'Roms-nous fait partie du cercle de médiateurs scolaires au national aussi. Mais dans ces réseaux et organisations nationales, nous faisons valoir seulement nos actions de terrain. On alimente le plaidoyer par ce qu'on fait, pour rester connectés à la réalité. C'est une posture qu'on a depuis 8 ans et qui explique que l'on n'ait pas toujours été reconnues par les institutions, surtout au début. »

Convaincre au quotidien pour exister - « Convaincre est un travail permanent et jamais acquis. D'ailleurs on n'a aucun financement pérenne et il faut en permanence aller argumenter pour notre action. Et pour cela, on s'appuie aussi uniquement sur ce que l'on fait tout en revendiquant le droit d'essayer. Ce n'est pas un discours facile pour les financeurs, ce droit à l'erreur, mais on revendique la demande d'argent pour essayer, en ayant le droit de se tromper et de prendre le temps pour faire. C'est en train de progresser doucement.

Aujourd'hui un tiers de notre budget vient de la DIHAL et finance le poste, puis nous avons des fonds par le Département, la Région et la Ville. Ces financements ne sont que sur du projet spécifique. On n'a aucun financement de fonctionnement. On essaie aussi de mobiliser des Fondations et le privé mais c'est aussi sur du financement de projet. »

Un message particulier pour les futurs travailleurs sociaux ?

« Le plus important dans le travail social, c'est de « *travailler avec* », sans avoir peur de s'effacer pour laisser les personnes accompagnées agir. C'est plus facile de faire soi-même car on gagne du temps mais les choses ne progressent pas. Elles sont faites mais je pense que ce n'est pas le rôle du travailleur social.

Sinon, j'ai passé beaucoup de temps sur le terrain et je me suis confronté au mélange des genres perso/pro. Moi j'ai toujours considéré ça nécessaire pour construire ce lien, à des degrés différents. Mais j'ai croisé d'anciens travailleurs sociaux qui disaient : « ce n'est pas mon rôle d'aller à un mariage d'un habitant ». Alors certes, ce n'est pas sur la fiche de poste mais à partir du moment où tu as été invité, où tu sais que ça peut faciliter et entraîner des rapports différents, d'humain à humain... pourquoi s'en priver par principe ? Ce mélange des genres est à doser évidemment, mais parfois nécessaire. On n'est pas des robots et on est humains avant tout ! Le travailleur social avec toute sa bonne volonté, ne doit pas être dans la générosité mais dans l'empathie.

Enfin, avec toute la bonne volonté qui peut être celle d'un travailleur social, il faut savoir qu'il fait face à des personnes qui sont sur le bidonville depuis des années et des années. Et il y a forcément de la colère, des choses qui sortent parfois durement. Ce n'est pas la personne qui est visée. Même moi qui suis là depuis 8 ans, je continue à représenter le système extérieur et encaisser des décisions qui ne sont pas de mon fait. Je ne peux pas leur en vouloir parce que certains sont là depuis 15 ans et il n'y a pas eu un début d'évolution. Je dirais donc qu'il faut cette lucidité aussi dans la rencontre et le temps long. »

Idées à la loupe

LA DÉMOCRATIE-CONSTRUCTION

Interview de Jo Spiegel

Co-fondateur et co-président du mouvement politique et citoyen Place Publique, Jo Spiegel a été maire de Kingersheim de 1989 à 2020. Durant ses mandats et fort des écueils dans lesquels il ne souhaitait pas tomber, il a développé dans sa commune ce qu'il a appelé la « démocratie-construction » : un processus qui a l'ambition de révéler en chacun.e sa vocation de citoyen.ne et sa capacité à construire du commun.*

Retour sur un entretien avec Jo Spiegel, tantôt « expert ingénieur », tantôt homme politique, toujours en humaniste, il nous livre son expérience des défis auxquels il a dû faire face, ses clés de lecture de notre société, et quelques uns de ses outils pour agir collectivement.

Un parcours d'élus décisif « J'ai été Conseiller Général de l'opposition et je me plaisais dans une posture politicienne. Puis j'ai fait le constat de la caricature politique : beaucoup instrumentalisent les peurs et jouent le simplisme alors que tout est complexe. C'est en fait une **prise de conscience de la crise démocratique** et de ses ingrédients marchands, qui m'a amené à changer de paradigme. Il m'a semblé **urgent de passer au partage du pouvoir**, de passer à une société qui se transforme par les personnes, par les institutions et par l'engagement.

C'était d'abord donc un travail personnel : j'ai réfléchi au sens de mon engagement. J'avais quand

même les dents qui rayaient le plancher : en 86, je suis élu régional, en 88, je bats le meilleur député de France au Conseil Général, je deviens maire d'une commune de droite, avec une étiquette socialiste et je fais 58%. Je prends la présidence de la communauté de communes, j'essaie d'être député et à quelques voix près, je loupe en 97.

En fait, je réalise que je cumule et cela provoque en moi un bouleversement personnel qui m'amène à vouloir m'éloigner du pouvoir dominant, de la conquête du pouvoir. **A vouloir passer du pouvoir "sur" au pouvoir "de"**. J'ai senti la **nécessité de devenir animateur du processus de décision, activateur du potentiel citoyen**, du meilleur des gens.

* Place publique est un parti politique français lancé fin 2018 par plusieurs personnalités, dont Raphaël Glucksmann, Thomas Porcher, Jo Spiegel et Claire Nouvian. Il dit vouloir « agir pour construire une Europe démocratique, solidaire et écologique ».

Et je prends conscience qu'il me faut, dans ma ville, devenir comme j'étais en tant que prof d'EPS avec mes élèves. Quand je pensais qu'ils avaient en eux les capacités et que mon rôle était de les mettre en confiance, pour qu'ils puissent s'exprimer par eux-mêmes et non pas par transmission.

Les gens, pour moi, n'étaient plus des oies à gaver de décisions qui viennent d'élus, dont la légitimité de l'action se réduit d'élection en élection. **Mon changement de paradigme, et l'habitude que j'ai prise, c'est de ne plus prendre de décision à la place des gens.** Mais plutôt de les mettre en situation d'acteurs. C'est d'arrêter de les draguer pour les élections et de les oublier comme citoyen.

Ma vision de l'élu s'est alors transformée : l'élu est fondamentalement important, à condition qu'il



change de rôle. Il doit être **l'animateur du processus avec ses équipes**, ne pas être uniquement pourvoyeur des services publics et des équipements. Parce qu'on pourra en mettre à disposition autant qu'on veut, ce n'est pas ce qui donnera aux gens leur propre dignité de citoyens. L'élu doit être activateur du pouvoir d'agir citoyen, doit faire en sorte que dans une cité, chacun se sente en co-responsabilité, entendu, et d'abord reconnu.

Et toutes ces réflexions ont progressivement mûri pour ensuite se traduire par la mise en place d'un écosystème. Un écosystème qui ait plus d'ambition que de « peindre la démocratie d'un peu de participation ». Cet écosystème, c'est celui de la « démocratie construction ».

Démocratie-construction

LA MISE EN PLACE D'UN ÉCO-SYSTÈME

Les fondamentaux de la démocratie-construction

Dépasser la démocratie participative pour co-construire avec tous.tes - « Ce qui me paraît fondamental dans la démocratie, c'est qu'elle fasse grandir, qu'elle soit considérée comme un processus de construction. La démocratie construction se veut en ce sens plus inclusive que la démocratie participative. Elle met en processus de co-construction le citoyen, l'élu, l'agent de la collectivité, l'expert, c'est à dire toutes les ressources de sens, d'intelligence et d'engagement. »

Activer la citoyenneté des personnes et rendre les échanges

récioproques - « Toutes les démarches dans lesquelles nous impliquons les habitants sont des démarches d'activation citoyenne. Il y a cette volonté de reconnaître en chaque personne la singularité de sa parole. Cela suppose la capacité de se mettre à l'écoute, de développer de l'empathie et en même temps, la recherche permanente de ce que Pierre

« La démocratie participative est une tautologie. La démocratie est participative ou elle n'est pas. Et en même temps, elle a beau jeu : on se contente de peindre la démocratie d'un zeste de consultation, d'un petit budget participatif, etc. Alors je n'utilise plus ce mot, que je trouve petit et non inclusif. »

Rosanvallon appelle "la communalité*", c'est-à-dire comment on construit du commun. Et pour passer de la singularité à la communalité il faut de la réciprocité et revisiter l'égalité démocratique. C'est la réciprocité des échanges qui permet de construire des compromis dynamiques plutôt que des consensus mous. On y arrive par le consentement, par un processus de décision continue. C'est cette dimension d'interactivité qui donne toute sa richesse à la démocratie. »

Accepter la lenteur et la complexité - « Toute démarche interactive est une démarche lente. Cette lenteur est à rebours d'une sorte de dictature de l'immédiat, où le système induit par les réseaux sociaux consiste à

l'affrontement, à la haine, à l'émotion. Les conseils participatifs qu'on met en œuvre invitent plutôt à la raison, à l'éloge de la nuance. Ce processus est lent parce que quand on est en responsabilité, on doit dire la vérité. Et la première vérité, c'est que tout sujet est complexe. L'acceptation de la complexité est un préalable à une démocratie construction.

Tout l'enjeu de la démocratie-construction, est de favoriser le passage du cas particulier vers l'intérêt général. D'encourager la prise en compte de la complexité et de l'altérité. Il s'agit, d'une part, de faciliter la transitivity entre le "je", singulier, responsable, unique et le "nous" collectif, solidaire. Et de permettre d'autre part à ce "nous" solidaire d'émanciper le "je" singulier. »

* La Société des égaux, Pierre Rosanvallon, éditions du Seuil, 2011

Les principaux outils pour mettre en œuvre la démocratie-construction

« La démocratie-construction doit être une **démocratie continue** (et non *en continu*, avec des palabres sans fin et sans débouché politique), c'est-à-dire qu'il doit se jouer un continuum démocratique : de la séquence démocratique d'élaboration décisive, à la séquence de décision ».

La séquence d'élaboration décisive : « Elle est préparée par une équipe projet hybride parce qu'il n'y a pas d'improvisation en démocratie si on veut élever le débat, si on veut tirer vers l'avant et tirer vers le haut. L'équipe projet se compose d'un **porteur politique**, d'un **porteur technique** et des « **agor'acteurs** » (nous appelons ainsi les habitant.e.s déjà habitué.e.s au débat public). La séquence est proposée par l'équipe projet à une assemblée qui s'appelle le **Conseil communal de la démocratie**. Il n'a absolument aucun rôle décisionnaire : il est là pour imaginer, mettre en œuvre et évaluer les séquences démocratiques. Toutes les six semaines, le samedi matin, se réunit ce conseil communal formé essentiellement d'habitants, de la municipalité, des collaborateurs principaux et des associations fédératrices. »

Du forum-débat de départ à l'approfondissement du sujet :

« Lorsque l'on met à l'agenda un sujet, nous informons tous les habitants, et ensuite nous les invitons à un **forum-débat** qui va instituer la séquence démocratique. Ce forum débat ne se suffit pas à lui-même, il est juste le point de départ. A la fin de ce forum-débat, animé par un « ingénieur du dialogue », par moi-même ou par un agor'acteur, on a à peine commencé à visiter la question à traiter. On ne peut pas prendre de décision en une seule réunion publique. On se donne le temps. Et comme on n'a pas la science infuse, on **délègue l'approfondissement** de cette question à une **instance participative** qu'on va appeler conseil participatif. »

**Le conseil participatif, outil au cœur
de la démocratie construction**

LE CONSEIL PARTICIPATIF « Le conseil participatif est la pierre angulaire de la séquence démocratique. Il vise la haute qualité démocratique et non pas la consultation de masse. Il permet de construire des **compromis dynamiques**, en se donnant le **temps** de le faire, en ayant le courage d'affronter la **complexité**. »

Une composition en 4 collèges :

- * « Nous réunissons autour de la table la « France en miniature » pour parler d'un sujet précis. Il y a toujours un **collège d'habitants volontaires** qui se déplacent et traduisent la diversité. On veille avec les habitants à ce qu'il y ait tous les quartiers, tous les âges et on ne refuse personne, il n'y a pas de *chorum*. Ensuite, on procède au tirage au sort pour renforcer la pluralité.
- * Et puis, dans ce conseil participatif, il y a le **collège des élus**, majoritaires et minoritaires. Car c'est bien normal qu'à un moment donné, les élus et les habitants puissent se parler de plain-pied, échanger.
- * Un troisième collège essentiel, c'est le **collège des experts** : des collaborateurs internes de la mairie, mais aussi toutes les expertises externes. L'expérience montre que ce sont les experts qui permettent d'objectiver le cheminement.
- * Enfin, le quatrième **collège est celui des organisations, des pouvoirs intermédiaires** trop souvent oubliés. C'est souvent le moins suivi, parce que se pose un problème de temps, comme pour ceux qui ont été tirés au sort. »

Un fonctionnement basé sur la rencontre des sensibilités différentes

« Dans cette composition des conseils participatifs, l'idéal est de faire se croiser des sensibilités différentes, des compétences différentes, des statuts différents, des niveaux de responsabilités différents. En imprégnant une philosophie : "Vous avez le temps de le faire". Cette philosophie réside dans la **fertilisation des points de vue** différents, ou comment mettre sur la table les peurs et les désaccords pour construire des accords. Ce croisement des points de vue se fait souvent, au début, de manière empirique. Mais il faudra de plus en plus que des organismes comme Askoria forment **des « ingénieurs du dialogue »**, des gens qui ont cette expertise de réfléchir les séquences, de les rendre intelligentes, apaisées, de faire en sorte que les forts en gueule ne prennent pas le pouvoir dans une assemblée. Autant de principes évacués par les politiques parce qu'ils préfèrent décider par l'affect, par l'aspect clanique, de manière descendante, technocratique, par l'affrontement, et par tout ce qui fait qu'aujourd'hui, les gens rejettent la politique. Les conseils participatifs sont l'antidote de l'autocratie, du populisme, du « citoyennisme » avec une conception idéalisée de citoyen. »

LE CONSEIL PARTICIPATIF (suite)

Les 6 conditions de réussite du conseil participatif :

- * **S'appuyer sur la base démocratique la plus large possible** et c'est en ce sens qu'il faut n'oublier personne.
- * **Être représentatif**, d'où l'importance des quatre collègues.
- * **Revenir aux principes de l'éducation populaire** : par la formation, qui donne le temps pour que tout le monde partage le même sens des mots,
- * **Donner du sens et fixer le périmètre démocratique** : quel est l'objet de la discussion ? qu'est-ce qui est jouable et ne l'est pas ? Cette question est fondamentale parce que si vous ne le faites pas, vous créez de la frustration. Il y a un risque dans l'innovation démocratique de devenir une sorte d'innovation technocratique de la démocratie, de devenir des spécialistes de *Post-it* en oubliant les valeurs.
- * **Restituer les travaux en temps réel à l'ensemble des habitants et des parties prenantes.**
- * La dernière condition de réussite, **c'est l'ingénierie démocratique**, c'est à dire comment on rend la démocratie la plus vivante et intelligente possible.

Et le débouché politique ?

« Lorsqu'un conseil participatif a abouti à des propositions, le conseil communal de la démocratie charge **le conseil municipal et le maire** de mettre la question à l'ordre du jour pour décision. Et c'est là que physiquement, se croisent le conseil participatif et le conseil municipal. Et comme les élus sont de plain-pied dans les conseils participatifs et sont dans le décisif aussi, souvent ça se fait de manière naturelle, le continuum démocratique est là. Alors, le vote de validation n'est plus un vote où on ouvre le débat pendant 4 heures en conseil municipal parce que le sujet n'a pas été préparé.

Cette séquence d'élaboration décisive réunit tout : la maturation, l'acceptation de la complexité, et le débouché politique. Quand on rentre dans une séquence démocratique

et quand on en sort, on n'est pas le même, il y a une vraie transformation. Le « Je » est transformé par le "nous", et le « Je » transforme aussi lui-même le "nous".

« Il y a quinze ans, on m'a pris pour un fou. Aujourd'hui, je suis sollicité quasiment toutes les semaines. Si on se limite à un budget participatif dans une commune ou à la création d'un conseil citoyen, les gens vont progressivement lâcher prise parce qu'il n'y a pas d'intérêt, pas d'impact, pas de continuum démocratique. »

*« Créer du désir de participation a été mon souci constant.
Comment donner envie de participer ?
Comment toucher les personnes, y compris les invisibles ? »*

La médiation - « Ma démarche a été celle de **médiateur** : j'ai fait le tour de la commune en **porte à porte**. J'expliquais qu'on organisait un service public pour qu'il soit réactif, de qualité et que c'était normal. Mais malgré ça, c'est très compliqué dès lors qu'il s'agit de participer *vraiment*, au-delà de donner un avis ou de remplir un questionnaire»

Donner des débouchés à la colère - « Ceux qui viennent plus facilement dans les conseils participatifs, ce sont ceux qui vont déjà voter, ceux qui se sentent inclus. Pour ouvrir le spectre, **il a fallu prendre le temps d'entendre la colère**. C'est d'ailleurs le pari de Chantal Mouffe* : mettre sur la table la colère pour réussir à en faire un débouché politique. Les séquences démocratiques qui ont le mieux fonctionné sont celles qui ont été mobilisées par une pétition. »

Le levier de la formation – « Pour mobiliser, y compris ceux qui ne viennent jamais, ça passe par la formation. Toute séquence démocratique commence par le retour à **l'éducation populaire**. On fait en sorte que chacun accède à la question. On se donne du temps pour avoir le même sens des mots et le même niveau de compréhension des enjeux. Ce levier est la condition *sine qua none* pour que le "je" s'exprime en connaissance de cause. »

Les 3 pactes - « Ce qui est certain, c'est que vous ne pouvez pas parler d'un **pacte démocratique** si vous ne travaillez pas un **pacte social** qui donne de la dignité à chaque personne humaine, et si en même temps, vous ne travaillez pas **un pacte écologique**. Il faut réfléchir à un logiciel politique qui permette de **croiser ces trois urgences** pour faire en sorte que chacun se sente bien aujourd'hui et que nos enfants se sentent bien de demain. »

* Chantal Mouffe est une philosophe politique Belge. Elle a théorisé la notion de populisme de gauche, devenue déjà la référence d'une partie de la classe politique, dont la France insoumise, et de mouvements politiques comme Podemos ou Nuit Debout.

UNE REPRÉSENTATIVITÉ ET UNE PLURALITÉ À CONSTRUIRE

Tirage au sort partiel sur une base élargie - « Il y a des gens qui considèrent que l'engagement n'a plus de sens, et qu'il faut du tirage au sort, 100 % de tirage au sort. Moi, je me refuse à ça. Le tirage au sort sert à renforcer la pluralité. C'est donc une condition *sine qua none* que 40% du collège des habitants soient composés des gens tirés au sort. Mais si on opte pour cette option à 100%, on décourage les gens qui viennent aux réunions publiques et qui veulent s'engager.

Ce n'est pas la liste électorale mais la **liste de l'état civil** qui nous sert pour le tirage au sort. C'est-à-dire que toute personne qui habite Kingersheim peut y participer. On n'a pas fixé de limite d'âge, mais en général, il y a moins de jeunes que de retraités. On téléphone aux habitants sur la base de la liste d'état civil. Il y a statistiquement 1 personne sur 6 qui accepte. Ce qui est relativement peu, mais qui est beaucoup quand je vois les autres conventions citoyennes régionales sur le climat, pour lesquelles c'était 1 personne sur 200. »

Les effets positifs du tirage au sort - « Parfois, quand les gens sont tirés au sort, on voit une dimension de désintéret par rapport à soi-même, et une **montée de l'intérêt pour la chose publique** qui se révèle de manière assez incroyable. Des gens tirés au sort **se sentent en confiance et un peu choisis**. Et ce sont souvent ceux qui **tiennent le cap** le plus remarquablement. Parce qu'en fait, ils ne viennent pas par intérêt. Et il faut croire qu'il y a une **dimension de convivialité** dans le processus. »

Des freins à la participation qu'il faut réussir à lever

- * **Le temps** : cela nous oblige à penser la planification des conseils participatifs, éventuellement la garde d'enfants afin de permettre à chacun.e de s'engager dans le processus
- * **La « confiance »** : on s'entend dire souvent "le vote a du sens, j'ai fait confiance au Maire, ou pas, mais qu'il se démerde ! »
- * **Le sentiment d'incapacité** : c'est l'argument qui est le plus désespérant, celui des personnes qui considèrent qu'elles ne sont pas aptes. « Comment ça se fait que le Maire me demande ? je ne suis pas capable... » Si l'on entend ça, cela veut dire qu'on a créé de l'auto-censure, une sorte de gence des sachants, des notables et puis des gens à la base.

Un modèle transposable dans les associations ou les entreprises

« On peut imaginer que dans chaque entreprise ou organisation, virtuellement ou en présentiel, il y ait un **lieu sacralisé permanent** qui soit conçu pour le débat, pour la co-construction. **Un lieu de la citoyenneté, qu'elle soit en entreprise, qu'elle soit dans l'organisation ou qu'elle soit dans une collectivité locale.** J'ai beaucoup observé les cultures politiques de la démocratie en France : celle de **l'utopie**, de **l'indignation** et de **l'engagement**. Ces trois choses-là vous les retrouvez dans l'entreprise. L'idéal démocratique, c'est se donner les moyens de les **fertiliser réciproquement**. Comment ne pas oublier la colère des uns quand on prend en compte le principe de réalité des autres ? Comment concilier la gestion au

quotidien et l'utopie de ce qui est à venir ?

La notion de séquence démocratique, permet de **dépasser une négociation comme elles peuvent avoir lieu classiquement en entreprise**. Le levier est le même : **construire une séquence et la confier à un conseil participatif** formé de la **pluralité** pour aller ensemble au **fond du sujet**. Cette pluralité, ce sont des syndiqués et des non syndiqués, des cadres, des ouvriers, etc. Il faut faire en sorte que chacun se sente dans l'élan de travailler sur des **compromis** partant au départ, d'un **périmètre qui soit clair**. Et ce principe est jouable et transférable dans une entreprise ou une organisation. »

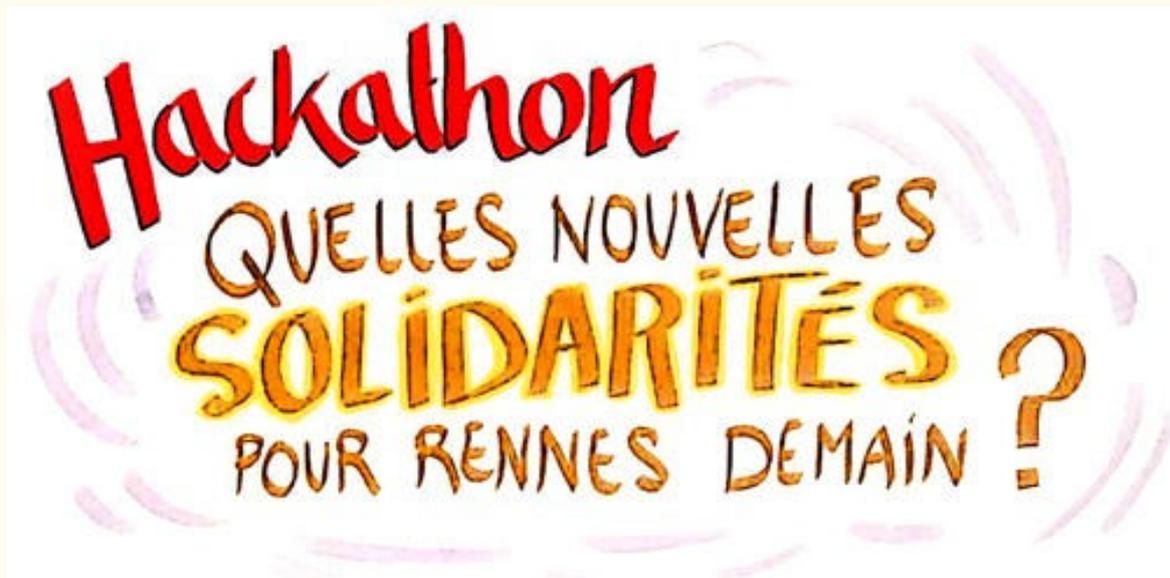
Utopies, indignations et engagements pour la suite...

Des universités de l'agir public - « Nous avons des ingénieurs de tous les domaines de la vie publique, sauf dans le domaine le plus compliqué qui est le « vivre ensemble » : décider ensemble, faire commun, faire société. Il y a peu de formations pour les élus sur le "comment décider ensemble". On a laissé la démocratie à « l'à peu près politique ». Alors, je rêve qu'un jour dans toutes les régions, il y ait des "universités de l'agir public" : des gens de tous horizons, de toute responsabilité, qu'ils soient du monde de l'entreprise ou de la fonction publique, syndicalistes, responsables d'association... réunis pour se former et réfléchir à la façon dont on crée des compromis dynamiques dans une société plurielle. »

Une 6ème république démocratique, écologique, sociale – « Il y a un enjeu fort de passer d'une cinquième république qui est à bout de souffle à une autre république qui soit plus démocratique, qui soit plus écologique, qui soit plus sociale. Incontestablement, on ne peut plus être figé au

moment où de Gaulle a instauré la Cinquième République parce que nous avons changé de société et parce que nous sommes à bout de souffle. Les gens ne viennent plus voter. Même le Front national ne vient plus voter. Ça devrait nous parler. Les gens sont élus avec 10% des inscrits ou 5% des inscrits. Ça devrait nous poser problème. Il y a une question de légitimité, une question de confiance qui est posée. Avec cette nouvelle République, il faudrait donc changer le mode de scrutin. Il faut introduire à toutes les échelles, la démocratie continue. »

Contenir les ambitions politiques personnelles - « Pour transformer les choses, il faut des transformations personnelles. Des transformations pour éviter que ceux qui sont en responsabilité ne se détachent au fur et à mesure des gens. Je n'ai pas de recette mais il faudrait déjà un environnement qui soit inhibant pour les ambitions personnelles et qui soit favorisant pour le collectif. »



PROJETS À LA LOUPE

HACKATHON DES SOLIDARITÉS

Rencontre avec Claire Gapihan,
Participante du Hackathon et étudiante à ASKORIA

**« DONNER LA PAROLE À LA JEUNESSE DU BASSIN RENNAIS ET LES
INVITER À RÉFLÉCHIR COLLECTIVEMENT AUX
SOLIDARITÉS DE DEMAIN... »**

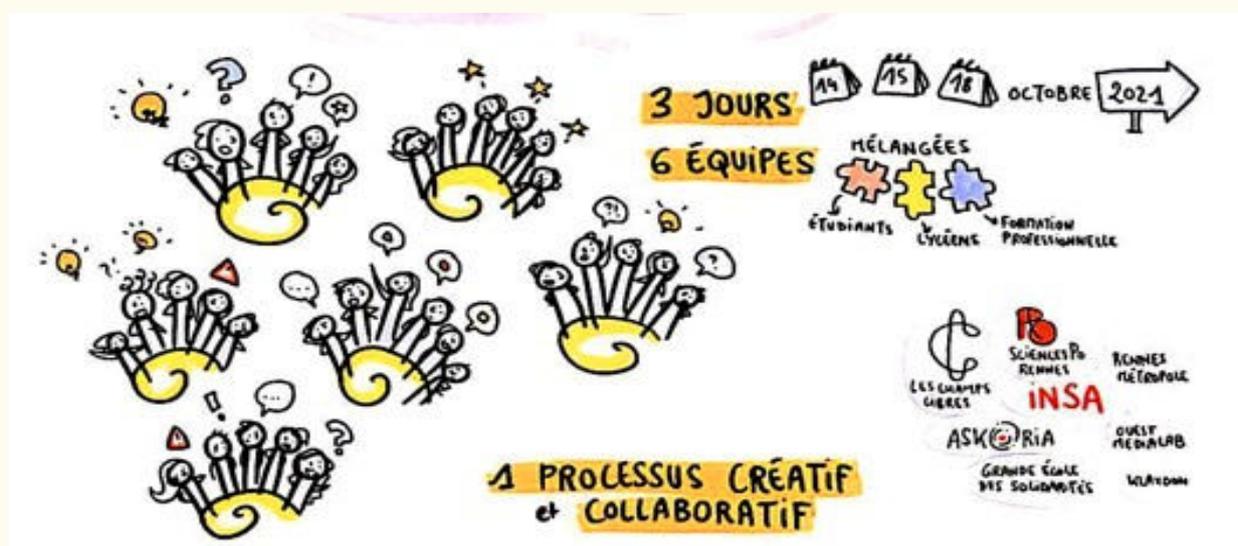
Tel était le double objectif du Hackathon des Solidarités, qui s'est tenu à Rennes les 14, 15 et 18 octobre 2021. Pilotés par les étudiant.e.s du double diplôme INSA-Science Po, ces trois jours ont réuni 48 étudiant.e.s et lycéen.ne.s et abouti sur 6 projets de solutions innovantes.

Claire Gapihan, étudiante en 3ème année de formation d'Éducatrice de Jeunes Enfants, a pris part à l'aventure. Elle raconte le rythme d'un Hackathon, la naissance de leur projet *DREMMWEL* - une application pour lutter contre le décrochage scolaire - et l'importance de la participation de tout.e.s dans sa pratique professionnelle.

« Définir "la Solidarité" était un vrai défi ! »

À L'ORIGINE DU HACKATHON DES SOLIDARITÉS...

« En collaboration avec la Ville de Rennes, les étudiant.e.s du double cursus INSA - Sciences Po ont fait le constat, qu'à l'heure des confinements et du COVID, la jeunesse avait besoin de parler, se retrouver et travailler ensemble. Ils ont donc choisi de réunir des étudiant.e.s et lycéen.ne.s d'horizons différents pour que l'on réfléchisse collectivement à ce qu'est pour nous la solidarité et ce à quoi elle pourrait ressembler demain. Nous étions donc répartis en six groupes de huit et avons pour objectif de construire un projet qui nous paraissait répondre à des manques et/ou des besoins que l'on constate sur la Ville de Rennes. Notre travail avait pour finalité d'être présenté devant des élu.e.s de la Ville et un projet serait retenu pour être mis en œuvre.



Mon groupe a réuni quatre étudiant.e.s de l'INSA - Sciences Po, deux lycéennes et un étudiant de la fac de droit. Nous avons donc un parcours et une sensibilité différente. Définir "la Solidarité" était un vrai défi. Selon chacun.e, selon nos profils et notre formation, nous n'avons ni la même définition ni la même approche de la solidarité. Il a donc fallu définir ce dont on parlait et pour cela chaque groupe était accompagné par un coach. Après quelques ateliers brise-glace, les trois jours du Hackathon étaient alors lancés... »



« À huit, en quelques minutes, nous avons 45 idées »

UN MARATHON SUR 3 JOURS

JOUR 1 : PENSER UNE PROBLÉMATIQUE

« Le premier jour, à Science Po, nous avons défini notre *persona*, le public à qui notre projet allait s'adresser. Un *brainstorming* a permis de présenter toutes nos envies et de définir la problématique traitée. À huit, en quelques minutes, nous avons 45 idées. C'est le collectif qui a permis d'élaborer autant de matière, puisque rien que la remarque de mon voisin de table faisait naître chez moi une nouvelle idée. Au final, nous avons retenu la problématique du décrochage scolaire. Notre projet devant s'inscrire sur le territoire rennais, nous avons confronté notre problématique avec l'existant, réalisé deux constats et fait émerger deux idées de projet. »

Constat n°1 : De plus en plus de structures accompagnent les jeunes sur les questions de décrochage scolaire mais il n'existe pas de lieu-ressource à Rennes qui rassemble ces acteurs et centralise ainsi l'accompagnement.

Idée n°1 : Ouvrir un local dans lequel les structures pourraient tenir des permanences collectives et où les jeunes pourraient se rencontrer pour échanger.

Constat n°2 : Les jeunes décrocheurs ne vont pas physiquement vers les structures d'accompagnement. Ils maîtrisent par ailleurs les outils numériques (applications, réseaux sociaux).

Idée n°2 : Créer une application qui recenserait les structures, penser un espace virtuel qui ferait du lien avec les espaces physiques.

JOUR 2 : CONFRONTER NOS RÉFLEXIONS

« Nous étions au Salon des Expérimentations et Innovations Solidaires, à ASKORIA. Tandis que nous hésitions entre nos deux idées, les rencontres avec les structures locales nous ont permis d'affiner notre démarche. Nous avons préalablement fléché des structures qui pourraient nous aiguiller dans notre décision, comme *Z-Lab*, une association qui s'adresse aux jeunes en phobie scolaire ou bien encore *Tout Atout*, qui œuvre dans la réinsertion des jeunes. Leurs retours étaient assez unanimes : il serait compliqué de faire venir les structures dans un nouveau local, en plus de leur activité. Toutefois, les professionnel.le.s rencontré.e.s partageaient notre seconde idée : il est nécessaire de penser un support adapté aux jeunes qui les conduirait ensuite vers les accompagnements physiques. Le manque de lisibilité de l'offre destinée aux jeunes décrocheurs était aussi pointé comme une solution à travailler.

C'est ainsi qu'est née DREMMWEL, un projet d'application numérique pour lutter contre le décrochage scolaire. Nous avons alors collectivement créé un logo, donné un prénom à notre *persona*, élaboré des objectifs. L'idée de DREMMWEL est de proposer un espace moins impressionnant qu'une rencontre physique, au moins dans un premier temps. Organisée en portails, l'application permettrait aux jeunes de discuter via un tchat, de découvrir les activités des structures. Et cette application serait aussi à destination des parents pour créer un espace de contacts, leur proposer de la documentation sur le décrochage scolaire. »



JOUR 3 : EXPOSER NOTRE SOLUTION

« Aux Champs-Libres, chaque groupe présentait la problématique travaillée et la solution imaginée, en 5 minutes. Devant des élu.e.s, nous avons alors présenté le rôle de l'application dans le parcours du jeune. Là encore, il a pu être difficile de choisir collectivement ce que nous évoquions ou non, de faire des concessions sur des éléments qui me paraissent personnellement importants à présenter. Mais cette expérience permet de chercher un équilibre.

DREMMWEL

UNE APPLICATION QUI LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

- point de rencontre
- un espace moins impressionnant pour un jeune démotivé
- organisé en trois portails
 - associations : calendrier pour les activités
 - proches : accès aux informations
 - le jeune : chat pour développer le lien social

La force de la réflexion collective réside dans la complémentarité. Ce sont nos horizons et nos questionnements différents qui nous ont permis d'élaborer une solution innovante. La complémentarité permet de trouver des moyens diversifiés pour lever des freins. Par

exemple, une maison de quartier est pour moi un partenaire intéressant pour promouvoir l'application auprès des jeunes. Là où un étudiant de l'INSA, lorsqu'on a évoqué le partenariat, a pensé une entreprise de l'ingénierie numérique. Les deux partenaires seraient tout à fait utiles au développement de l'application mais il faut travailler collectivement pour s'en rendre compte. »

- Construire avec le public : une nécessité -

« Ce Hackathon m'a permis de faire un pas de côté et de me rendre pleinement compte que l'Autre est une source d'enrichissement personnel et professionnel. Dans une équipe, pour participer à la dynamique collective, il faut avant tout se sentir considérée et reconnue. À moi désormais, dans ma pratique, d'être à l'écoute et de laisser la place aux ressources individuelles qui seront bénéfiques au projet. Et ces ressources peuvent aussi venir des personnes que l'on accompagne.

Durant le Hackathon, nous n'avons pas pu rencontrer le public à qui s'adressait notre projet. C'est une réelle limite : nous n'avons pas recueilli les besoins des jeunes mais les avons seulement projetés. Il y a toujours un frein lorsqu'on se "met à la place de...". Il aurait été plus impactant de construire des groupes de travail avec des publics et en lien avec des associations ou structures car ce sont les personnes concernées qui sont le plus à même de partager les difficultés rencontrées. Dans ma pratique professionnelle, il m'est inimaginable de construire la finalité d'un projet sans inviter le public à la construire collectivement. De la même manière, il y a une limite à réduire la jeunesse rennaise aux étudiant.e.s et lycéen.ne.s. Quelle place pour les autres jeunes, celles et ceux au parcours hors scolarité ou en dehors des schémas classiques ? Ils n'ont pas eu la parole, c'est dommage !

- Rendre acteur.rice dès le plus jeune âge -

En tant qu'Éducatrice de Jeunes Enfants, on peut penser assez naïvement qu'il est difficile de rendre l'enfant pleinement acteur de son projet et de son parcours. Mais c'est faux : dès tout petit, il est possible de permettre à l'enfant de développer sa propre façon de penser et ainsi poser les billes d'une future émancipation. Évidemment, l'enfant ne va pas participer à son projet comme un adulte mais le fait de le considérer comme ressource lui permet de poursuivre son parcours d'explorateur et de s'individualiser.

- Soutenir l'engagement des usagers -

L'émancipation des individus passe aussi par des instances dans lesquelles on s'interpelle et on interroge. Les cafés-parents, par exemple, sont des lieux où les savoirs se transmettent et où les parents se sentent impliqués. Il faut avoir confiance en les publics accompagnés pour laisser pleinement place à leur libre expression, leur implication et participation dans leur projet. Finalement, le travailleur social n'est qu'un soutien, un passage vers l'émancipation.

Comme pour moi lors du Hackathon, la confrontation à l'Autre et le travail en complémentarité doivent permettre aux personnes concernées de prendre conscience de leurs ressources. À nous, travailleurs sociaux, de soutenir et engager la participation des personnes car elle ne s'improvise pas. Il est donc nécessaire d'y réfléchir collectivement et de ne pas laisser ce droit de participation à l'état d'illusion. »